



30 ANS D'UTILITÉ PUBLIQUE

SOMMAIRE

- 4 L'OiEau en bref**
- 5 Les pays d'intervention de l'OiEau**
- 6 Nos valeurs – Nos missions – Nos domaines d'expertise**
- 7 La nouvelle Stratégie 2021 – 2025 est lancée**
- 8 L'histoire de l'OiEau, dans la grande histoire du monde de l'eau**
- 14 30 ans sur le terrain**
- 18 Nos partenaires historiques témoignent**
- 24 L'OiEau dans les médias en 2020**

Nos 4 domaines d'expertise

26 Valorisation des connaissances & Systèmes d'Information sur l'Eau

- Les référentiels SANDRE au cœur de l'open data
- Des outils pour les services d'eau et d'assainissement
- Un accord avec le Secrétariat de la Commission du Mékong
- Traitement des eaux usées en Europe : le SIF ERU, un outil pour aller plus vite
- EUWI+, une gestion intégrée par bassin pour 30 millions de citoyens, au voisinage de l'UE
- Biodiversité aquatique : de la veille informationnelle à l'analyse stratégique !

32 La formation continue des acteurs de l'eau, de l'assainissement, des déchets et de l'environnement

- Filière Française de l'Eau : une étude prospective sur les emplois et métiers de l'eau
- En 2020, l'OiEau accélère le développement de son offre de formation à distance !
- Ministère des Armées : de la formation aux missions d'appui technique
- Les engagements qualité du centre de formation de l'OiEau
- Des formations pour répondre aux besoins des syndicats, régions et collectivités territoriales
- Un référentiel des compétences pour les chefs de poste de Veolia Eau d'Ile de France
- Des certificats de Qualification Professionnelle pour des techniciens de Veolia
- La distribution de l'eau potable : un enjeu toujours central de formation

38 Appui technique et institutionnel

- Fiware4Water : le digital au service de l'eau
- 100 projets Eau & Climat pour l'Afrique : les Incubations à mi-parcours
- Pilotes d'essais et actions d'appuis : un partenariat historique avec EDF
- Nitrates : évaluation du Plan d'actions national français en cours de révision
- Une coopération institutionnelle pour la GIRE en Equateur
- Des plateformes pédagogiques de l'OiEau au service de la R&D
- Lac de Vassivière : un projet de rénovation du réseau d'assainissement collectif
- La Somone, un laboratoire de GIRE au Sénégal

44 Animation et développement de réseaux d'acteurs de l'eau

- En 2020 le séminaire national SAGE fait place à des journées techniques en distanciel
- Un atelier européen pour réfléchir aux enjeux "Eau" de la nouvelle PAC
- Virtualisation du séminaire des partenaires du portail documentaire « Eau & Biodiversité » : un succès !
- Les webinaires, nouveauté du RIOB en 2020
- L'OiEau mobilise les élus locaux pour les milieux naturels

50 Quelques projets transversaux

- Appui & Formation : une synergie dans les missions de l'OiEau à l'international
- Bio Plateaux : une plateforme pour le partage des connaissances sur l'eau et la biodiversité aquatique
- Un partenariat avec le CFA d'Ahun (France), pour la délivrance du Titre professionnel "Technicien(ne) Traitement des eaux"
- L'OiEau en appui au CICR en République Centrafricaine
- Projet LIFE Eau & Climat : soutenir la prise de décision locale, pour une gestion de l'eau adaptée au climat
- L'OiEau : un partenaire des industriels
- Martinique – Un appui à la mise à jour et à la gestion du fichier clientèle d'ODYSSI

56 Rapport financier

58 Des perspectives

MOT D'ACCUEIL

2020 aura été une année particulière et difficile pour l'OiEau ! Comme pour de nombreuses organisations en France et dans le monde, notre activité a été particulièrement compliquée par la crise sanitaire et économique liée à la pandémie de COVID-19 : le confinement du printemps a obligé à l'arrêt total de notre activité de formation en présentiel sur nos sites pendant plus de 2 mois, l'arrêt quasi-total des déplacements internationaux a interdit le contact direct avec nos partenaires de projets. Notre équation économique a ainsi connu une dégradation importante, heureusement allégée par les mesures nationales françaises comme le chômage partiel et les prêts garantis par l'Etat.

Au-delà du bilan économique pourtant, le constat de la solidarité et de la capacité d'adaptation des équipes (notre « résilience » collective), l'actualité renouvelée de notre champ d'intervention et la robustesse de notre modèle économique s'imposent comme la principale leçon à tirer de notre réaction aux difficultés rencontrées. Les équipes se sont plus que jamais mobilisées dans le projet associatif : mise en place des contraintes sanitaires, gel des effectifs, diminution des dépenses, dynamisme commercial renouvelé, adaptation de nos méthodes de travail, ont permis de préserver au mieux la dynamique de nos projets et de nos activités.

La crise a ainsi accéléré des mutations désormais indispensables : l'offre numérique de formation de l'OiEau s'est enrichie et professionnalisée, elle couvre aujourd'hui l'ensemble des combinaisons possibles entre présentiel et distanciel ; notre catalogue de formation se concentrera dès cette année sur une offre plus lisible, en parallèle à des offres sur mesure toujours larges et adaptables à chaque besoin. Notre site internet aura été entièrement revu d'ici à la fin 2021. En France comme à l'international, les dispositions prises ont très largement assuré la continuité de nos projets et de nos partenariats, par exemple à travers les « missions virtuelles » mises en place.

Et surtout, 2020 aura permis l'adoption de nos nouveaux statuts en septembre, confirmant la reconnaissance d'utilité publique de l'association, la finalisation d'une nouvelle stratégie 2021-2025, préparée conjointement par les équipes permanentes et les membres de l'OiEau, le renouvellement de notre conseil d'administration.

Finalement, 2020 aura été une année particulière et encourageante pour préparer les 30 ans de l'OiEau, en 2021 !



M. BERTEAUD
Président



M. TARDIEU
Directeur Général

L'OiEau EN BREF

CRÉATION

L'Office International de l'Eau a été créé en 1991. Il est né de la fusion de 3 organismes : l'Institut de l'Eau ou la Fondation de l'Eau (Limoges) ; le Centre de Formation International à la Gestion des Ressources en Eau (Sophia Antipolis) et l'Association Française pour l'Étude des Eaux (Paris).

OBJECTIF PRINCIPAL

Développer les compétences pour une meilleure gestion de l'eau en France, en Europe et dans le monde.

STATUT

Association de droit français, sans but lucratif. Reconnue d'utilité publique, par Décret du 13 septembre 1991, avec reconduction le 16 septembre 2020. La modification des statuts de l'OiEau en 2020 a notamment eu pour objectif d'élargir notre objet statutaire aux domaines des milieux aquatiques, de la biodiversité, de l'environnement ou encore de l'économie circulaire. Auparavant, seul le domaine de l'eau était visé à l'article 1.

EFFECTIF & IMPLANTATION

Près de 140 collaborateurs répartis sur 4 sites en France. 45 000 m² de plateformes pédagogiques à Limoges et la Souterraine (France).

FONCTIONNEMENT DES INSTANCES

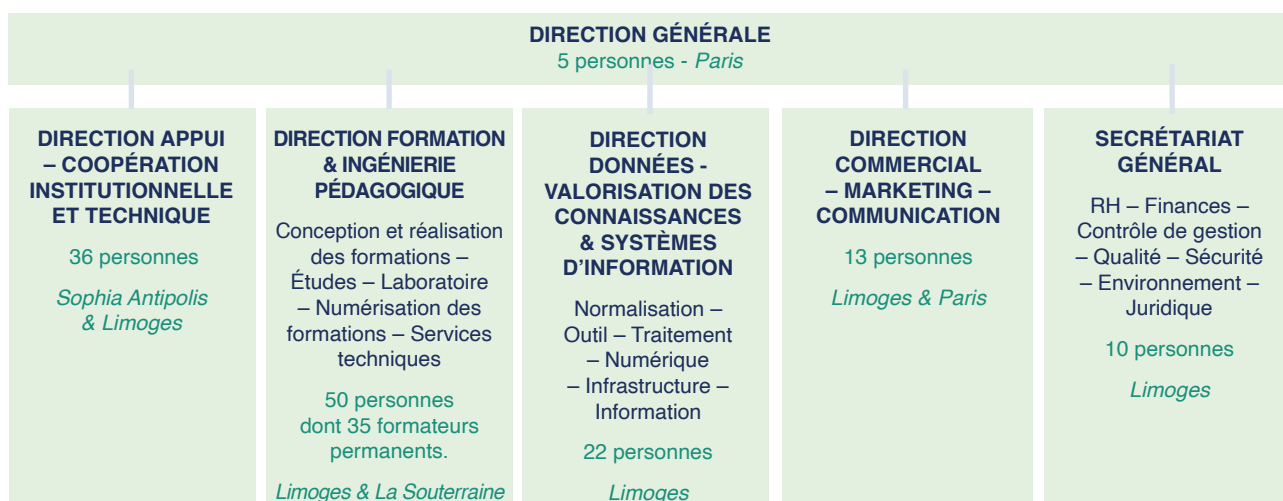
Conformément à la modification des statuts, le **conseil d'administration** est désormais composé de 24 membres, au lieu de 28 membres auparavant. Il comprend différents types de structures : des membres de droit qui sont des entités publiques de référence dans le domaine de l'eau et de la biodiversité (ex. agences de l'eau, collectivités territoriales, etc.), des acteurs économiques impliqués dans la gestion ou dans l'utilisation des ressources en eau, des organismes internationaux, des associations et des opérateurs publics français compétents en matière de biodiversité et de gestion des ressources en eau. Des représentants de ministères français (Affaires étrangères et européennes, Agriculture, Commerce extérieur, Transition écologique, Industrie, Santé) peuvent également assister aux réunions du conseil d'administration.

En 2020, le conseil d'administration s'est réuni le 30 juin et le 15 décembre, et a convoqué, aux mêmes dates, deux **assemblées générales ordinaires**.

Le **Président**, M. Pascal BERTEAUD, représente l'Association dans tous les actes de la vie civile.

Le **Directeur Général**, M. Eric TARDIEU, a été nommé par le conseil d'administration, le 1^{er} juillet 2017.

ORGANISATION DES ÉQUIPES



LES PAYS D'INTERVENTION DE L'OiEau

27 pays de l'UE

Allemagne	Espagne	Italie	Portugal
Autriche	Estonie	Lettonie	République tchèque
Belgique	Finlande	Lituanie	Roumanie
Bulgarie	France	Luxembourg	Slovaquie
Chypre	Grèce	Malte	Slovénie
Croatie	Hongrie	Pays-Bas	Suède
Danemark	Irlande	Pologne	

6 pays de la Méditerranée

Algérie	Liban	Palestine
Égypte	Maroc	Tunisie

6 pays européens hors UE

Arménie	Biélorussie	Moldavie
Azerbaïdjan	Géorgie	Ukraine

1 pays en Amérique du Nord

Canada

10 pays en Amérique Latine & Caraïbes

Bolivie
Brésil
Chili
Colombie
Cuba
Équateur
Haïti
Mexique
Pérou
Suriname

24 pays en Afrique

Angola	Kenya	République Démocratique du Congo
Bénin	Madagascar	Rwanda
Burundi	Mali	Sénégal
Burkina Faso	Mauritanie	Tanzanie
Cameroun	Niger	Tchad
Côte d'Ivoire	Nigeria	Togo
Gabon	République Centre Africaine	Zambie
Guinée	République du Congo	
Guinée Équatoriale		

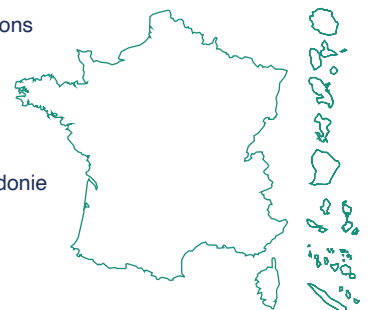
10 pays en Asie & Asie Centrale

Cambodge	Malaisie
Chine	Thaïlande
Laos	Vietnam
Myanmar	Kazakhstan
Népal	Kirghizistan

&
150
organismes partenaires

FRANCE Métropole & Outre-Mer

Toutes les régions de Métropole
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Nouvelle-Calédonie
Mayotte
La Réunion



NOS VALEURS

L'OiEau est une association à but non lucratif, reconnue d'utilité publique qui place l'intérêt général au centre de ses pratiques, quel que soit le type d'action menée ou de partenariat noué.

En 2019, l'ensemble des salariés a réaffirmé le socle commun des valeurs qui nous animent.

Valeurs plébiscitées,
par ordre d'importance* :

1

Intérêt général & Utilité publique.

2

Indépendance & Neutralité,
vis-à-vis d'intérêts privés.

3

Innovation & Performance.

4

Fierté de mettre en œuvre
des compétences.

5

Protection de l'Environnement
et de la Biodiversité.

6

Sens du partage des connaissances
& du travail en réseau.

7

Gestion participative de l'Eau pour une
inclusion de toutes les parties prenantes.

8

Interculturalité & Ouverture aux autres.

**Sondage mené du 25/06 au 05/07/2019.*

NOS MISSIONS

L'OiEau couvre les petit et grand cycles de l'Eau. Il met cette expertise technique, opérationnelle, institutionnelle, juridique et stratégique au service de tous les acteurs de l'eau. Et ce, à toutes les échelles, d'une collectivité locale, jusqu'à des politiques nationales et transfrontalières.

Dans le domaine de l'Eau et des activités connexes, l'OiEau a pour but de :

- **Faciliter les échanges** entre les décideurs, concepteurs, gestionnaires, industriels, formateurs, chercheurs, utilisateurs concernés, pour mieux confronter ensemble leurs problèmes, coordonner leurs actions, et diffuser leurs informations.
- **Développer les compétences et les partenariats** entre organismes publics et privés français ou étrangers.
- **Conduire des projets et programmes d'intérêt commun et collectif** pour mieux répondre aux demandes et aux besoins de la Communauté Internationale de l'Eau.

L'OiEau exerce ses missions :

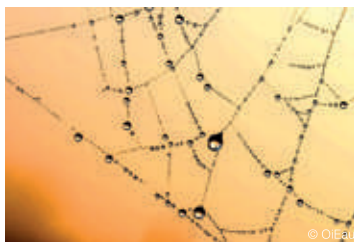
- **Dans le monde**, dans le cadre de la coopération sur les différents continents.
- **En Europe**, pour favoriser une approche concertée de la question de la gestion des ressources en eau et des milieux aquatiques, à l'échelle du continent.
- **En France**, pour renforcer et démultiplier les interventions des différents intervenants publics et privés du secteur.

NOS DOMAINES D'EXPERTISE

EN FRANCE ET DANS LE MONDE



La formation continue
des professionnels
de l'eau et de
l'environnement.



La valorisation des
connaissances &
Systèmes d'Information
sur l'Eau.



L'appui technique
et institutionnel –
Coopération.



L'animation et le
développement de
réseaux d'acteurs de
l'eau.

La nouvelle Stratégie 2021 – 2025 est lancée



La stratégie 2021-2025 de l’OiEau a été adoptée lors de son Assemblée Générale du 15 décembre 2020. Elaborée selon une démarche participative, son démarrage est concomitant aux 30 ans de l’OiEau, et coïncide également avec l’actualisation des statuts de l’association. La stratégie permet

d’accompagner les changements, la transition numérique, les mutations globales climatiques et de baisse de la biodiversité, mais aussi la longue crise sanitaire mondiale survenue en 2020.

La stratégie

22 orientations, organisées selon trois axes originaux

- **Accompagner les politiques publiques en France,**
- **Etre vecteur des mutations du secteur de l’eau,**
- **Renforcer la diffusion internationale de nos compétences.**

Pour chacune des orientations, des « fiches actions » sont développées transversalement par les directions et les équipes de l’OiEau aux fins d’opérationnalisation de la stratégie. Ce plan interne permet d’organiser les moyens et de suivre la mise en œuvre concrète des actions.

« Cette stratégie est le fruit d’une démarche collaborative engagée dès 2017 afin de créer une réelle adhésion des équipes à une feuille de route commune transversale, pour les 5 années à venir. Les 3 axes de la stratégie représentent les enjeux majeurs auxquels l’OiEau devra répondre dans les années à venir. Il est essentiel de clarifier notre place dans la mise en œuvre des politiques nationales, de renforcer notre visibilité internationale et de consolider notre capacité à promouvoir notre expertise auprès de nos partenaires et clients actuels et à venir. J’ai confiance dans le positionnement de l’OiEau : transmettre des compétences, coopérer avec la préoccupation d’apporter des solutions opérationnelles à nos partenaires partout dans le monde. » M. TARDIEU - Directeur Général - OiEau.



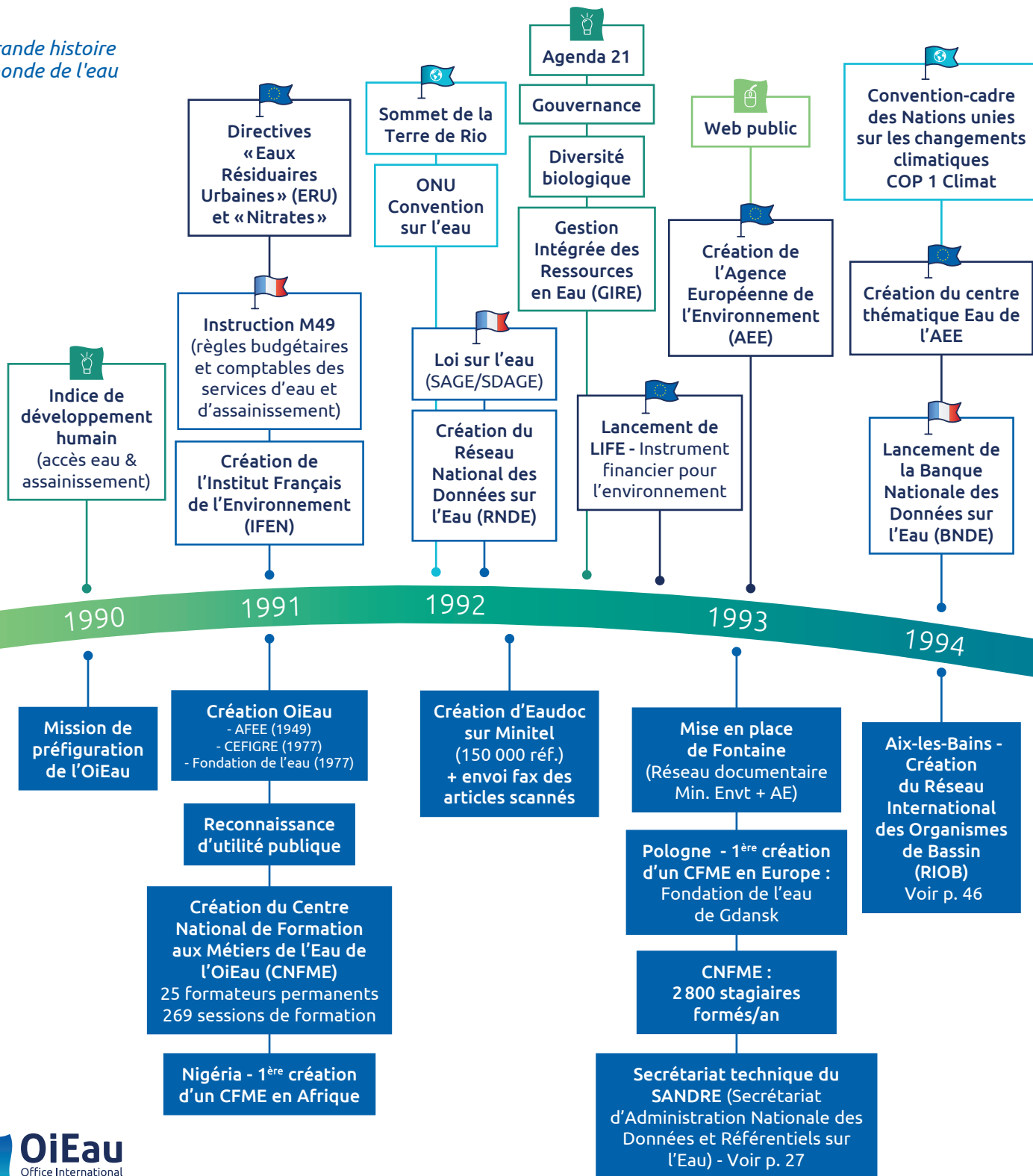
Gestion de l’information
 RIOB
 Transition numérique
 Projets européens
Biodiversité
 Santé
 Gestion des risques
 Partage de connaissances
Compétences
 Politiques publiques

FORMATION
GIRE
 Agriculture
 Territoire
Partenariats
 SIE - Systèmes d’Information sur l’Eau
 Services d’Eau et d’Assainissement
 Coopération internationale
 Gouvernance
 Données
 Innovation & pilotes
 Territoire

L'HISTOIRE DE L'OiEau, DANS LA GRANDE HISTOIRE DU MONDE DE L'EAU

30 ans d'utilité publique et d'engagement en faveur de l'environnement

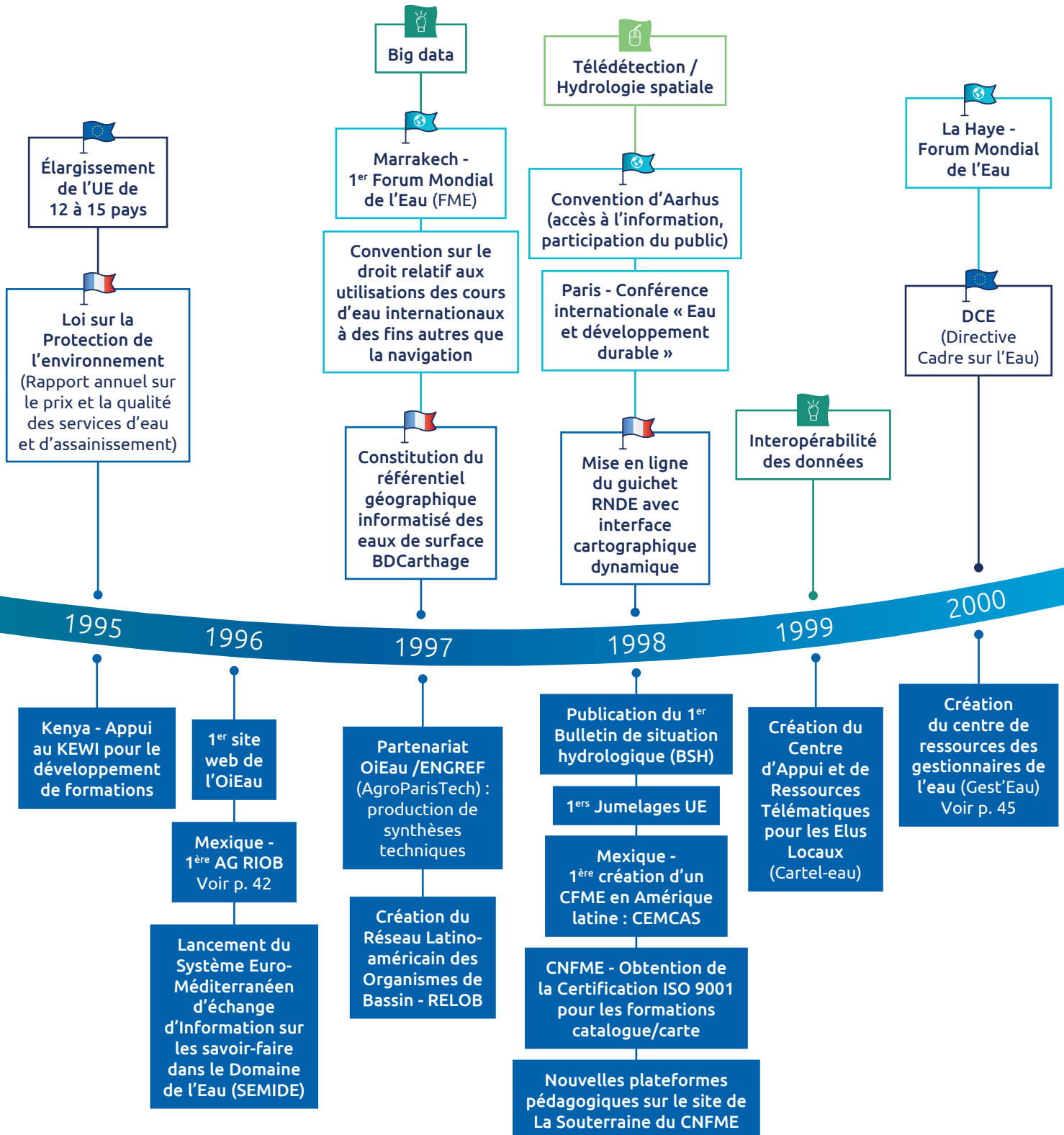
La grande histoire
du monde de l'eau



Les pictogrammes ci-après vous permettront de mettre l'histoire de l'OiEau en perspective avec des repères du monde de l'eau, à différentes échelles :



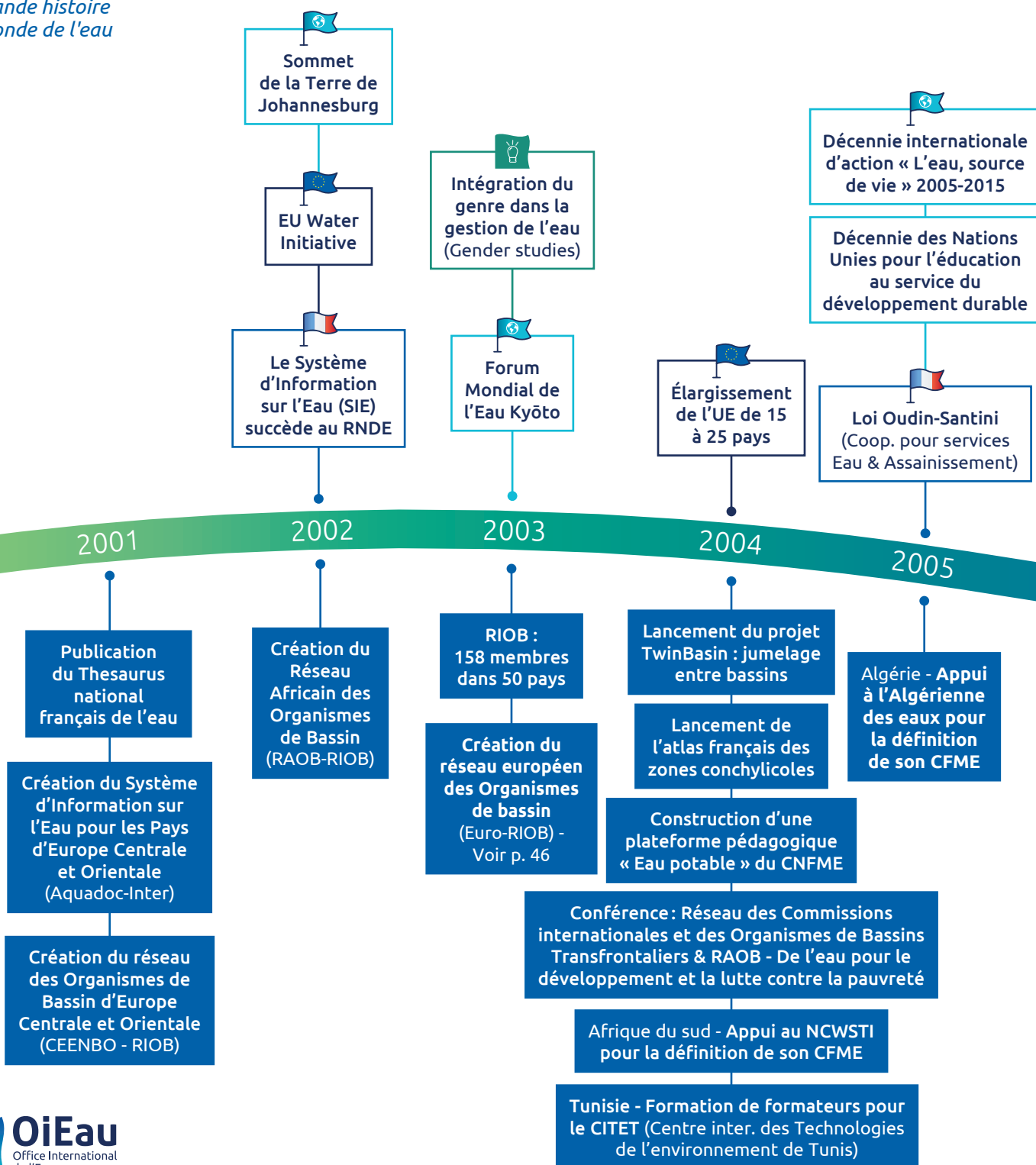
Abréviations :
AEE : Agence Européenne de l'Environnement / **AG :** Assemblée Générale - **AFEE :** l'Association Française pour l'Etude des Eaux
CATEC : Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés - **CEFIGRE :** Centre de Formation International à la Gestion des ressources en Eau
CFME : Centre de Formation aux Métiers de l'Eau - **PGSSE :** Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux - **RIOB :** Réseau International des Organismes de Bassin -
SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux - **SANDRE :** Service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau
SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux



L'HISTOIRE DE L'OiEau, DANS LA GRANDE HISTOIRE DU MONDE DE L'EAU

30 ans d'utilité publique et d'engagement en faveur de l'environnement

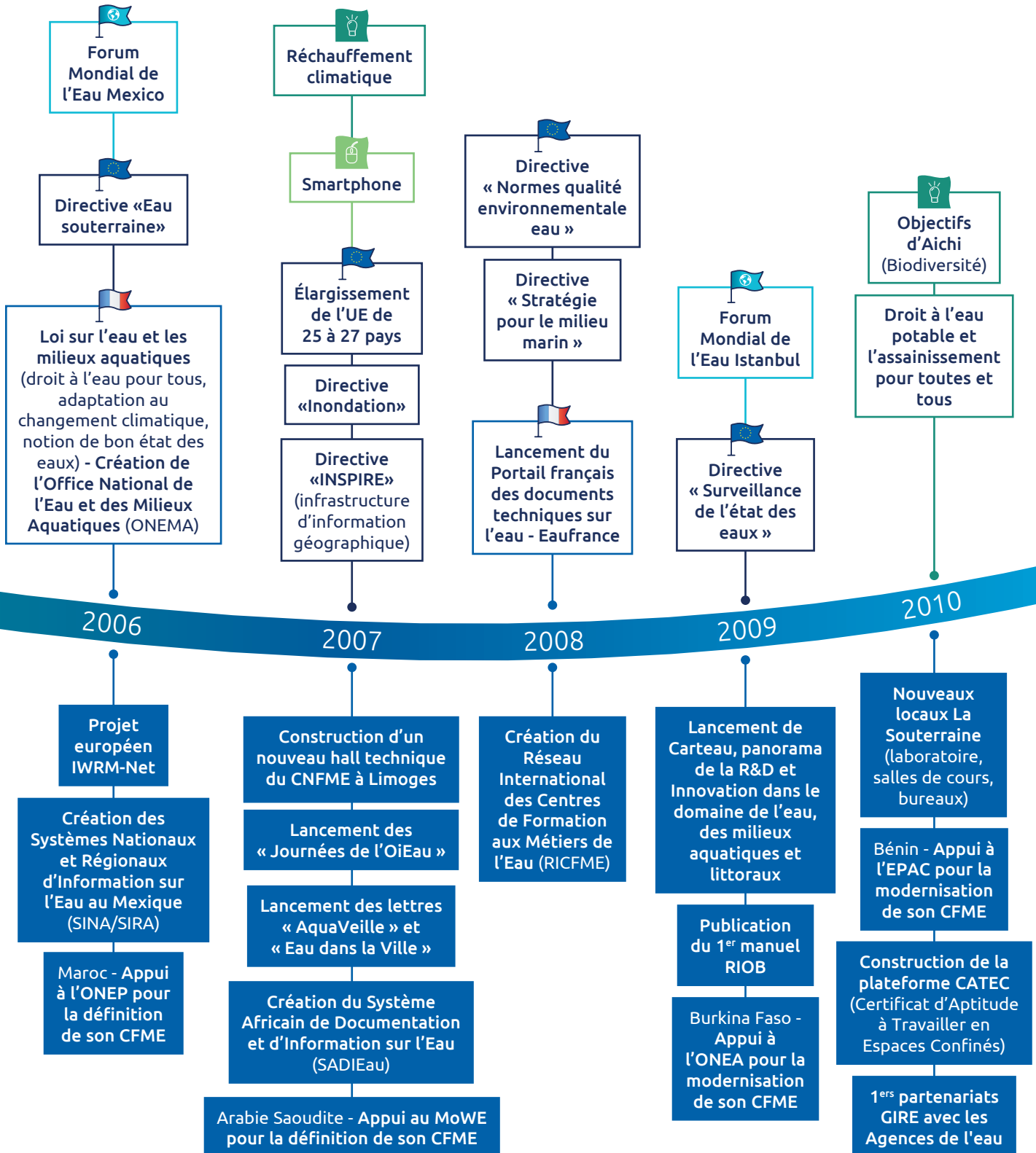
La grande histoire
du monde de l'eau



Les pictogrammes ci-après vous permettront de mettre l'histoire de l'OiEau en perspective avec des repères du monde de l'eau, à différentes échelles :



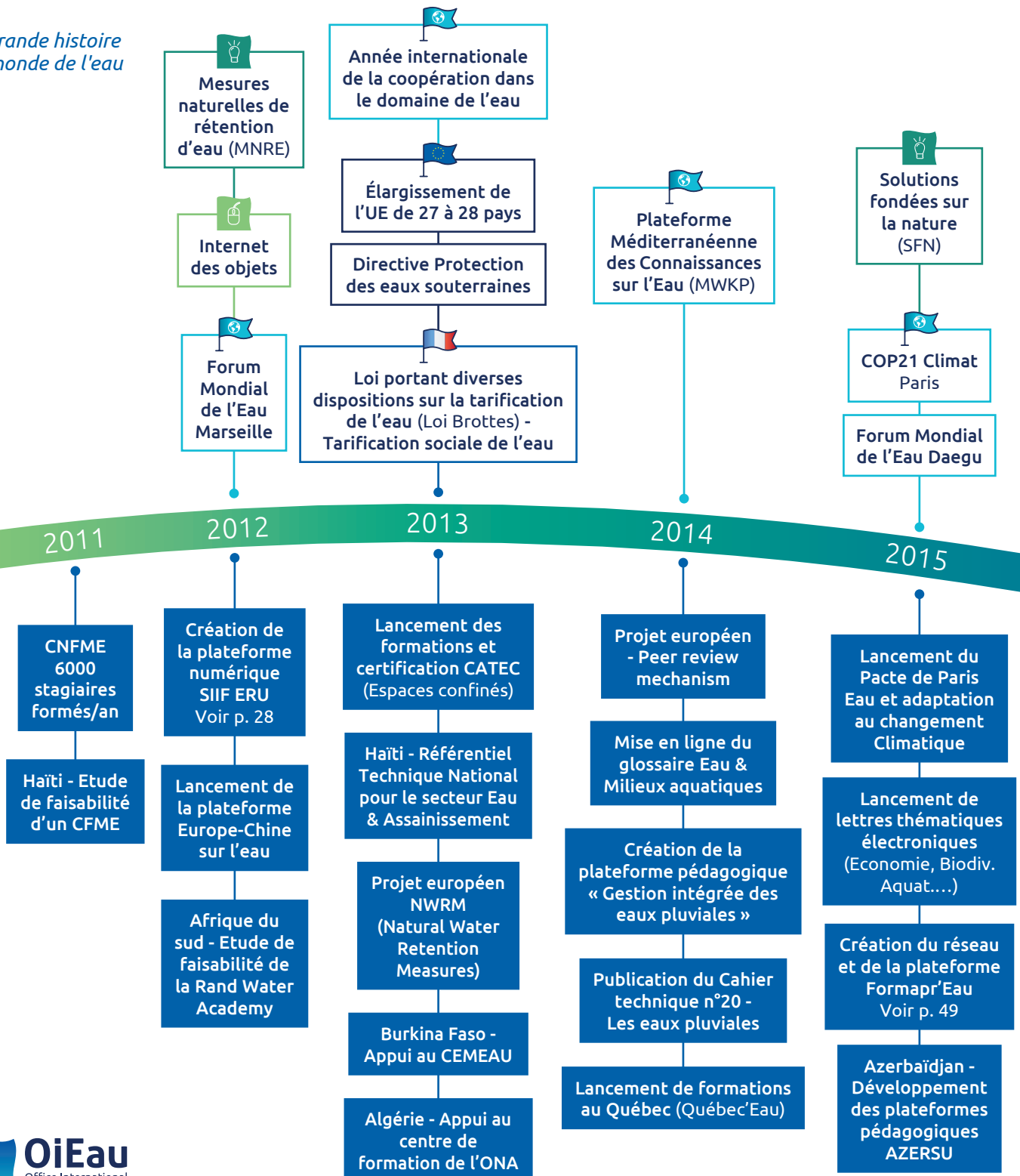
Abréviations :
CATEC : Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés - **CFME** : Centre de Formation aux Métiers de l'Eau - **RIOB** : Réseau International des Organismes de Bassin
SANDRE : Service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau - **GIRE** : Gestion Intégrée des Ressources en Eau



L'HISTOIRE DE L'OiEau, DANS LA GRANDE HISTOIRE DU MONDE DE L'EAU

30 ans d'utilité publique et d'engagement en faveur de l'environnement

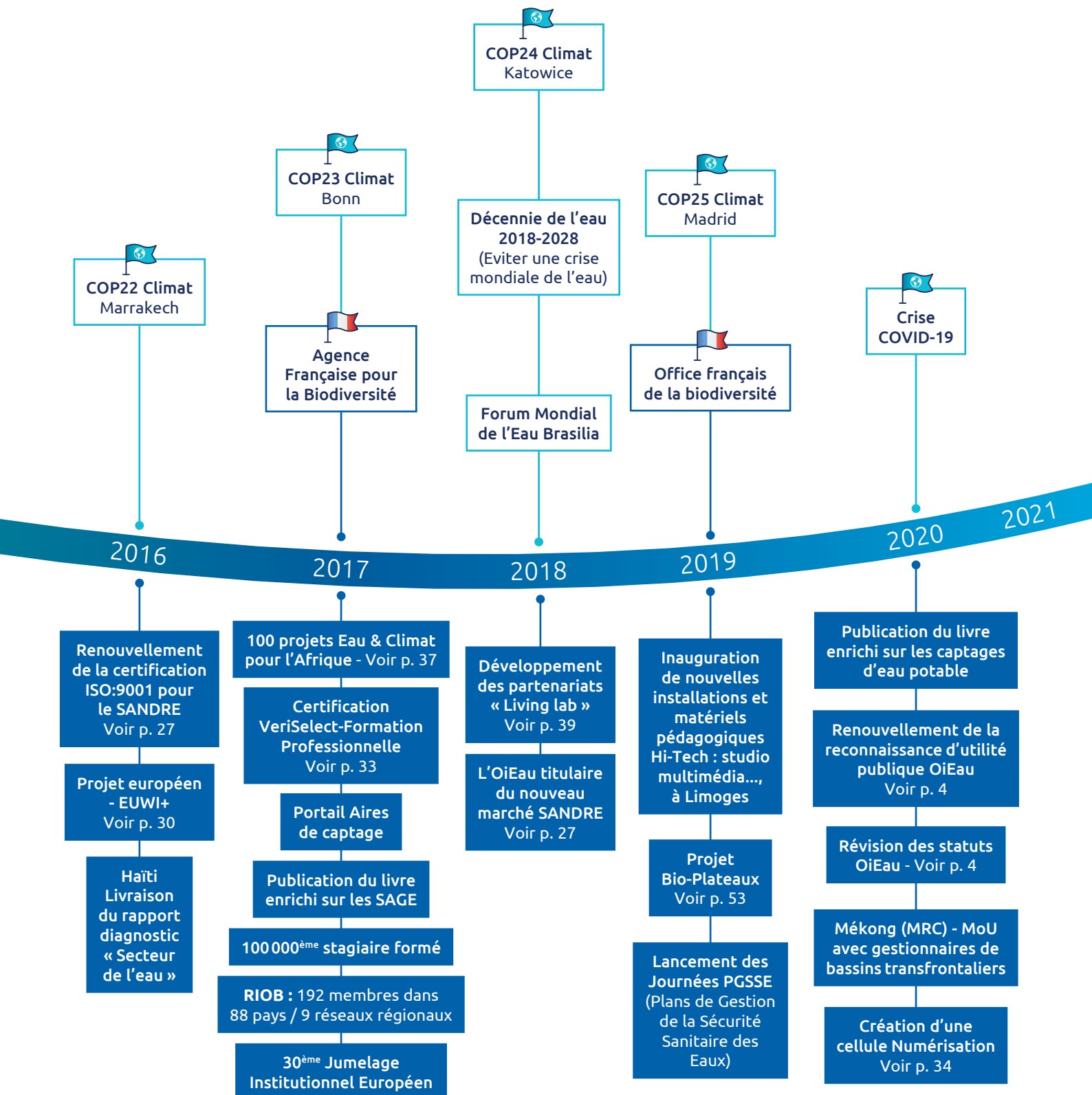
La grande histoire
du monde de l'eau



Les pictogrammes ci-après vous permettront de mettre l'histoire de l'OiEau en perspective avec des repères du monde de l'eau, à différentes échelles :

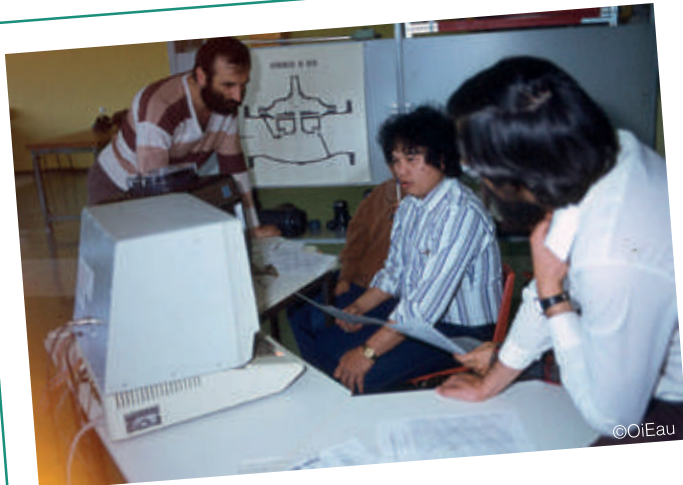
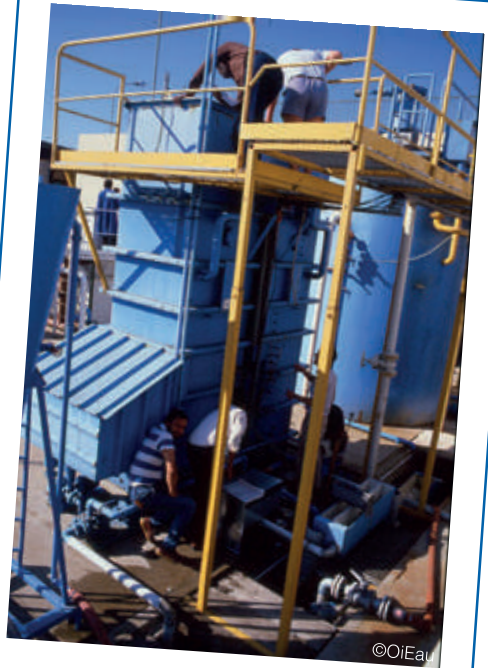


Abréviations :
CATEC : Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés - **CFME :** Centre de Formation aux Métiers de l'Eau
PGSSE : Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux - **RIOB :** Réseau International des Organismes de Bassin
SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux - **SANDRE :** Service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau



30 ANS SUR LE TERRAIN





30 ANS SUR LE TERRAIN





NOS PARTENAIRES HISTORIQUES TÉMOIGNENT



L'eau, qui est une ressource prisée de tous et en abondance sur notre territoire, chaque institution à son niveau s'y intéresse, et pour cause ! Notre territoire est sans doute l'un des plus verts et préservés de l'hexagone, grâce notamment aux cours d'eau qui l'irriguent. C'est aussi à Limoges que la première filière universitaire sur l'eau fût créée. Avec la présence de tous les niveaux de formation, écoles d'ingénieurs et l'OiEau, acteur incontournable de la formation professionnelle reconnu d'utilité publique ; plus d'un tiers des dirigeants de l'eau sont issus des filières de formation de notre Université. Cette richesse actuelle est fortement due à la présence de l'OiEau qui a permis de s'adapter, faire évoluer et développer les compétences pour mieux gérer l'eau.



La communauté urbaine, à travers son projet Territoire en Transition Hydrique, s'appuie sur le réseau « Water sensitive cities » qui veut qu'une ville soit vivable, résiliente, durable et productive. En s'engageant dans cette démarche innovante à l'échelle nationale, nous avons souhaité réunir les acteurs de l'eau et initier une dynamique structurante pour les entreprises de la filière eau. Notre partenaire premier a naturellement été l'OiEau, qui fait partie intégrante de notre comité de pilotage et qui a vocation à accompagner Limoges Métropole dans toute la mise en œuvre du projet. Je le redis, nous bénéficions d'un écosystème favorable en la matière, il est pour nous indispensable de nous appuyer sur nos acteurs locaux afin de mener à bien des actions d'envergure pour avoir des partenariats qui s'inscrivent dans la durée. Qui mieux que l'OiEau pour faire partie de la gouvernance de ce projet ?



M. GUERIN,
Président de Limoges Métropole



L'OiEau est mobilisé depuis 2014 auprès de l'AFD dans le cadre d'un partenariat pour la coordination des actions de renforcement de capacité des Organismes de Bassins Transfrontaliers, notamment des grands fleuves africains (Congo, Niger et Sénégal).

Les activités sont consacrées à la capitalisation et la dissémination des bonnes pratiques, en particulier en matière de connaissance hydrologique, et de planification de l'utilisation des ressources en eau. L'OiEau assure notamment la coordination du groupe de travail sur la mesure altimétrique des cours d'eau par satellites, initié par l'AFD et le CNES, dont les travaux trouvent de nombreuses applications dans ces bassins. Toutes ces activités sont menées en cohérence avec les engagements de la France dans les conventions internationales sur les cours d'eau transfrontaliers, et trouve une résonance bénéfique dans le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) dont l'OiEau assure le secrétariat.

Pour l'AFD, c'est aussi une collaboration importante pour répondre aux enjeux d'adaptation au changement climatique et de préservation de la biodiversité, à travers la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), qui doit s'appliquer à de nombreuses autres situations observées dans les projets que nous finançons. La contribution de l'OiEau vaut aussi par la connaissance fine des mécanismes de la GIRE, en particulier dans son modèle français, au contact des agences de bassins.



Mme ROBERT,
Responsable de la division eau et assainissement
Agence Française de Développement





Le Secrétariat d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau (Sandre) a été constitué en 1992, par le ministère en charge de l'Environnement de l'époque. Il était apparu dès cette époque que, pour pouvoir échanger et compiler toutes les données sur l'eau que récoltaient les services publics (Etat et collectivités locales), et pour pouvoir les utiliser pour de l'aide à la décision ou du pilotage de politiques publiques, il fallait harmoniser ces données, on dirait aujourd'hui les rendre interopérables. Dès le début, le Sandre a été organisé autour d'un secrétariat technique constitué d'agents de l'OiEau qui assureraient le gros du travail permanent, appuyé par les partenaires principaux du SIE (Système d'Information sur l'Eau : Agences de l'eau, établissements publics, ministères, services déconcentrés...) qui jouaient des rôles multiples : gestion de certaines données de référence, expertise métier lors de la rédaction des modèles de donnée, validation et test de mise en œuvre des modèles Sandre, sollicitation pour la création de nouveaux référentiels... Sous l'égide de ses pilotages successifs (ONEMA - Office national de l'eau et des milieux aquatiques, puis AFB - Agence française pour la biodiversité, puis OFB - Office français de la biodiversité), le Sandre a constamment évolué, suivant l'évolution des technologies et les besoins des acteurs du SIE, et son secrétariat technique a obtenu la certification ISO 9001.



Ayant participé au Sandre, en tant qu'expert des services déconcentrés du ministère dans les années 2000, puis depuis 2010 en tant qu'animation du groupe de pilotage du Sandre (GPS) issu du SNDE, j'ai pu me rendre compte de leur professionnalisme technique, mais aussi et surtout dans le contexte partenarial du SIE, de leur capacité humaine à animer des groupes de travail, à faire naître la confiance auprès de leurs partenaires, à les soutenir quand des difficultés se faisaient jour, à proposer des solutions innovantes face à des problèmes toujours nouveaux... Cette organisation particulière (un secrétariat technique qui fait le gros du travail, s'appuyant sur beaucoup d'acteurs qui lui amènent de la matière, et avec un pilotage qui a été plus ou moins présent dans le temps) a pu durer aussi longtemps (30 ans c'est un bel âge pour une organisation administrative) parce que tous étaient convaincus de l'importance de disposer de cet outil, le Sandre, pour aider les services chargés de collecter, centraliser, diffuser et analyser les millions de données sur l'eau récoltées chaque année en France, et donc que tous, à divers titres, ont œuvré pour sa réussite et son maintien. Le Sandre est un cas unique en Europe, de par sa longévité, la taille des référentiels générés et son professionnalisme.



M. COUDERCY
Office français de la Biodiversité (OFB)



Depuis le lancement du projet sino-français de gestion intégrée des ressources en eau du bassin de la rivière Hai en juillet 2011, les partenaires chinois et français ont mis en œuvre avec succès trois phases dans trois aspects de la gestion du bassin, de la coopération technique et du renforcement des capacités.

Les bassins des rivières Zhou et Luan ont été successivement sélectionnés comme zones de projet, et la coopération se fait par le biais de la planification, de la recherche scientifique conjointe, des échanges techniques, de la consultation et de la formation, et de visites de terrain. Les partenaires chinois et français ont appris les uns des autres et ont échangé leurs expériences en matière de gestion intégrée des ressources en eau des bassins fluviaux. Ils ont élaboré conjointement le plan de restauration écologique du bassin de la rivière Zhou et le plan d'action pour la protection du bassin de la rivière Luan. Un guide méthodologique sur la planification de la gestion des bassins fluviaux a également été élaboré et publié conjointement.

Ce projet est non seulement un exemple réussi de la coopération bilatérale franco-chinoise dans le domaine de l'eau, mais aussi un bon modèle pour la plateforme Chine-Europe sur l'Eau (CEWP). Les réalisations exceptionnelles du projet Haihe sont attribuées à la grande attention des ministères chinois et français, ainsi qu'à la participation active et à la bonne coopération de toutes les parties. Les partenaires chinois et français espèrent une coopération pragmatique et approfondie pour la prochaine étape dans des domaines tels que la restauration écologique, l'eau et la biodiversité, et la gestion intégrée des bassins hydrographiques. Cette coopération entre la Chine et la France a été rendue efficace par le biais de l'OiEau, et elle a trouvé un écho naturel auprès de la CEWP où elle a été citée en exemple à plusieurs reprises.



Mme KANG JIE
Commission de Conservation des Eaux de la Rivière Hai



NOS PARTENAIRES HISTORIQUES TÉMOIGNENT



Notre partenariat initié avec l'OiEau, il y a plus de 15 ans, a évolué au profit d'un partenariat pleinement intégré à notre politique de développement des compétences et de la professionnalisation des équipes.

Le tournant a été marqué en 2017 par la contribution de l'OiEau à notre parcours qualifiant à l'attention des attachés-technico commerciaux. Nous avons travaillé sur des parcours totalement personnalisés pour développer les compétences techniques mais aussi commerciales des équipes. L'OiEau nous accompagne dans différents projets. Plus récemment, dans le développement d'une formation destinée aux équipes points de vente qui sera animée par nos experts AEP, certifiés par l'OiEau.

L'OiEau présente différents atouts. Tout d'abord l'envie sincère de construire un partenariat durable. Cela se concrétise par la volonté d'être à l'écoute de tous les besoins.

La curiosité de nous comprendre pour mieux nous accompagner. Nous avons eu le plaisir de faire visiter différents sites (plateforme, point de vente, atelier). C'est l'occasion de présenter notre stratégie, notre organisation et permettre aux experts de l'OiEau d'être plus pertinents lors des interventions.

Enfin, la qualité des partages. Les contenus développés sont co-écrits par des experts de l'OiEau mais aussi du Groupe. Ce maillage de savoir apporte richesse et pertinence aux contenus dispensés.

L'OiEau est un partenaire clé. Nous sommes satisfaits de cette collaboration et reconnaissants de la qualité d'accompagnement proposée. Un grand merci au formateur référent, ainsi qu'à toute son équipe.



Mme BOURSE
Responsable compétences
et communication
Groupe FRANS BONHOMME



Les liens historiques entre la CICOS et l'OiEau datent de 2006 et se sont tissés dès lors sans interruption. Dès 2006 la CICOS a activement participé à des projets européens mis en œuvre par l'OiEau, le RAOB et le RIOB (dont l'OiEau assure le Secrétariat Technique), en particulier autour de la définition d'indicateurs de performance de GIRE transfrontalière.



La Facilité Européenne a sélectionné en 2012 un Projet présenté par la CICOS et l'OiEau pour l'amélioration de la connaissance et la planification participative. Ce Projet, cofinancé par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, a permis la mise en œuvre de sessions de formation en hydrologie opérationnelle, ainsi que les prémices des futures Plateformes de concertation des acteurs.

Depuis 2015, le « Groupe de Travail hydrologie spatiale », créé par des Institutions françaises de recherche et d'applications et animé par l'OiEau, a choisi le bassin du fleuve Congo comme bassin pilote. Suite à la signature à la COP22 d'une Déclaration d'intention entre la CICOS et le Gouvernement français, de nombreuses activités ont été développées sur financement de l'AFD, avec l'assistance technique de l'OiEau.

Une nouvelle phase de collaboration entre la CICOS et l'OiEau a démarré en 2021 à travers des conventions de financement signées entre la CICOS, d'une part, l'AFD et le FFEM, d'autre part. L'OiEau continue à jouer le rôle d'Assistance à maîtrise d'ouvrage sur ce Projet, qui a pour objectif d'améliorer l'adaptation aux changements climatiques par un renforcement de la connaissance sur la ressource en eau et son application opérationnelle sur le bassin du fleuve Congo.



Mme ENAW, née EFUNDEMAGBOR,
Secrétaire Général de la CICOS (Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha)



Le pari des premiers mois !

Dès après la parution du décret le 13 Septembre 1991, approuvant après avis du Conseil d'Etat, les statuts du nouvel Office International de l'Eau, il a fallu organiser la fusion sous une direction générale unique des équipes de l'Association Française pour l'Etude des Eaux (AFEE), de l'Institut de l'Eau de Limoges, plus connu à l'époque sous le nom de "Fondation de l'Eau", et du Centre de Formation International à la Gestion des ressources en Eau (CEFIGRE), qui venaient donc d'être dissous et fusionnés dans ce nouvel ensemble unifié.



Et d'abord, il fallait installer la nouvelle direction générale dans un siège à Paris.

Ce sont les locaux historiques de l'AFEE au 21 rue de Madrid, qui ont été choisis, mais ils étaient encombrés du sol au plafond par les quelques 160.000 documents de la bibliothèque de l'eau... et ne parlons même pas de l'état délabré des murs et plafonds !

Toute la bibliothèque a été déménagée fin Octobre 1991. Il a fallu deux camions semi-remorque entiers ! Elle a été réinstallée dans de nouveaux locaux acquis, avec l'appui de la Région Limousin, à Limoges, mitoyens de notre centre de formation. Ce déménagement a été un signe fort du renouveau, cette proximité géographique créant un véritable nouveau pôle régional.

Mais à Paris, il ne restait que des locaux vides et sales, pour installer une direction générale ne comptant initialement que trois personnes, moi-même nommé Directeur général au 1er Novembre 1991, et deux assistantes de l'ex-AFEE, nos fidèles et efficaces Téva et Elisabeth, avec pour tout mobilier que deux bureaux des années cinquante, une table et quelques vieilles chaises à bout de souffle... Deux machines à écrire à boule, d'un autre âge, et... aucun ordinateur, à part le mien, prêté temporairement par le Ministère de l'agriculture !

Une première réunion, début Janvier 1992, s'est tenue avec les documentalistes des six Agences de l'eau pour lancer le nouveau réseau national documentaire « Fontaine » dans une salle vide sur seulement sept vieilles chaises dépareillées mises en arc de cercle !

Les négociations pour la création du Service national d'administration des données et des référentiels sur l'eau (SANDRE) venaient aussi de commencer.

Les premiers versements des membres fondateurs étant heureusement arrivés très vite, en quelques semaines début 1992, les locaux Haussmanniens ont pu être réhabilités, des meubles neufs achetés, ainsi que de vrais ordinateurs et de nouveaux collaborateurs nous ont rejoints très vite, notamment deux Ingénieurs en chef du GREF, mis à disposition gratuite (Et oui, c'était le bon temps !) par le Ministère de l'agriculture, Philippe et Jean-Claude...

Dans le même temps, nous installions à Limoges le nouveau Centre national d'information et documentation sur l'eau (CNIDE) dans ses nouveaux locaux, sur le concept révolutionnaire, en ce début des années quatre-vingt-dix, de la consultation à distance des documents numérisés... grâce au Minitel, et oui, c'était le début du 36-15 en France !... et d'aucuns nous traitaient de fous irresponsables à vouloir installer un centre national, voire international, de documentation en province, si loin des utilisateurs parisiens. Merci Google de nous avoir donné raison quelques années plus tard !

C'était il y a 30 ans et l'aventure de l'OiEau commençait !



M. DONZIER

Directeur général de l'OiEau de 1991 à 2017

NOS PARTENAIRES HISTORIQUES TÉMOIGNENT



Laissant à d'autres les souvenirs plus "institutionnels", je préfère me rappeler des histoires plus personnelles, qui se rapporteront surtout à un aspect à mon avis important, celui des relations et des contacts humains directs.

Le RIOB à la Martinique, en 2004 : Au-delà des sessions officielles de l'AG mondiale du RIOB, qui a vu l'élection de Madeleine de Grandmaison à la présidence du réseau, j'ai le souvenir d'une rencontre organisée, par Jeanne Defoi je pense, dans une salle d'une commune à l'intérieur de l'île, avec les habitants du secteur intéressés par la question de l'eau. Cela a été à la fois passionnant et chaleureux. Il ne s'agissait plus de discussions entre experts ou entre professionnels, mais de vraies discussions libres entre personnes sans référence à une position ou une posture particulière. Sans oublier le « casse-croûte » à la fin : punch, poisson grillé, sauce chien, fruits, etc. Bref, un vrai moment de bonheur. J'en garde hélas aussi un souvenir plus triste : c'est là que François Valiron a fait la chute qui devait lui être fatale.



La Chine, et plus particulièrement le Forum International de l'Eau du Fleuve Jaune de 2003 : Au-delà du niveau technique et des compétences dont peuvent faire montre nos partenaires chinois (notre coopération avec la Chine peut en attester), j'ai le souvenir du dîner de gala de 2003. J'avais, en 1998 sauf erreur, été amené à accueillir à Paris (plus précisément sur le chantier de l'usine de production d'eau potable du SEDIF à Méry sur Oise) le Prince héritier du Royaume des Pays-Bas, devenu depuis le Roi actuel du pays. La visite s'était très bien passée, et je n'avais plus eu aucune relation depuis avec le Prince ou son entourage. Mais il se trouve qu'il a été l'invité d'honneur du Forum du Fleuve Jaune en 2003. Lors du dîner de gala, tous les participants sont allés le saluer, moi comme les autres. J'ai donc dit que j'avais eu l'honneur de l'accueillir à Paris quelques années plus tôt, et j'ai alors entendu sa réponse : « Ah oui ! la nanofiltration ! ». J'en suis resté à la fois ébahi et admiratif. Il ne pouvait pas s'attendre à rencontrer en Chine un français qu'il n'avait vu qu'une fois 5 ans plus tôt. Il se souvenait de la visite.

La Bolivie en 2007 : Encore un séminaire sur l'eau, à l'initiative de l'ambassadeur de France. Le prix de l'eau a constitué, comme presque toujours, un sujet de discussion central. Après les interventions, notamment de Bernard Barraqué, nous sommes entrés dans le concret. « L'étalon monétaire » retenu a été le ticket de métro à Paris, comparé au ticket de bus à La Paz, au prix de l'usage de l'eau et au salaire moyen dans chaque pays. Ce genre de débat vous remet les pieds sur terre quand on évoque le prix de l'eau en France, surtout si on pense à la qualité du service.

J'aurais bien d'autres souvenirs en tête. Au hasard, la visite d'une délégation libyenne à Limoges et La Souterraine et la discussion sur l'assainissement individuel, les couloirs du Forum mondial de l'eau de Kyoto et les images du début de la 2ème guerre du Golfe, la session sur les eaux internationales au Forum mondial de l'Eau d'Istanbul, sans oublier, bien sûr, le 20^{ème} anniversaire de l'OiEau à La Souterraine avec la visite des « égouts d'entraînement » par le Préfet de la Creuse et le Président de la Région Limousin.

Pour conclure, j'aurais pu, et même peut-être dû, évoquer le développement de l'OiEau au cours de ces trente ans avec ses difficultés et ses opportunités, la reconnaissance aujourd'hui évidente, mais qu'il a fallu acquérir, de ses compétences, de la qualité de son travail et de la motivation de ses personnels. Rappeler les « pionniers » du début, avec les présidents Henri Torre, puis Jean Renard, avec des personnels qui étaient là, dévoués et qui savaient tout, trop nombreux pour que je puisse les citer, de peur d'en oublier, même si je les ai presque tous connus. D'autres l'auront sans doute fait, mieux que moi. Il me reste, ancré dans mes convictions, la force et le caractère indispensable des relations humaines directes et de l'amitié, à mon sens véritable ciment de l'action.



M. ROUSSEL

Président de l'OiEau de 2009 à 2018.
Membre actuel du Conseil administration



La coopération entre l'OMVS et l'OiEau est une coopération de grande qualité qui dure depuis bientôt vingt ans. Il s'agit d'une coopération précieuse, efficiente et exigeante qui a pris la forme d'un partenariat qui aura permis de conduire de nombreuses activités qui répondent aux besoins de nos différentes structures qui en sont satisfaites. En effet, il s'agit à la fois de thématiques très techniques, liées aux infrastructures régionales de l'OMVS (barrages, équipements annexes...), et institutionnelles liées à la gouvernance et au suivi de la qualité.

L'OiEau et l'OMVS ont par ailleurs en commun d'assurer le secrétariat technique permanent respectivement du RIOB et du RAOB. Dans ce cadre, l'OiEau et l'OMVS se sont régulièrement associés dans les grandes initiatives internationales pour, entre autres, promouvoir une gestion concertée et durable des eaux transfrontalières.



M. BEDREDDINE,
Président du Comité « Dakar 2021 » de l'OMVS



Que de chemin parcouru durant ces 10 dernières années, l'entente et la bonne humeur sont les maîtres mots qui ont guidé cette coopération entre l'OiEau et le Tonle Sap Authority du Cambodge. Témoin privilégié depuis le début, la «découverte» du Stung Sen sous la mousson en octobre 2012, par la Délégation des Agences de l'eau Loire-Bretagne / Rhin-Meuse - OiEau, menée par M. Jacques OUDIN, restera un souvenir inoubliable.



M. LIM,
Vice-Président
du Tonle Sap
Authority



Les agences de l'eau ont noué un partenariat de longue date avec l'OiEau. En effet, les missions et savoir-faire de l'OiEau recoupent nos périmètres d'intervention. On peut citer par exemple le rôle que joue l'OiEau en matière de normalisation des données pour le système national d'information sur l'eau, son activité de formation auprès des acteurs du secteur de l'eau au sein de nos bassins hydrographiques, ou encore son implication internationale dans le développement de la gestion intégrée des ressources en eau.

Au-delà de son expertise, l'OiEau, par son positionnement et sa reconnaissance à l'échelle internationale, donne une grande visibilité au modèle français de gestion de l'eau. En portant l'organisation d'évènements (par exemple pour le RIOB et l'Euro-RIOB), il est aussi un vecteur d'influence.

Plusieurs défis importants se présentent à nous et l'appui de l'OiEau sera précieux pour y répondre. Accompagner la structuration de la maîtrise d'ouvrage pour le petit et le grand cycle de l'eau est un de nos enjeux communs. La question du changement climatique, parce qu'elle est transversale, est également propice à l'innovation dans notre collaboration.

Nous avons tout intérêt à démultiplier les échanges de bonnes pratiques et les retours d'expérience, à l'image des coopérations institutionnelles où les agences de l'eau, avec l'appui de l'OiEau, s'investissent aux côtés d'autorités étrangères qui souhaitent structurer la gestion de l'eau à l'échelle de leurs bassins versants.



© Romuald Goudeau

M. GUTTON
Directeur général - Agence de l'eau Loire-Bretagne

L'OiEau DANS LES MÉDIAS



MIDI LIBRE
Bassin de Thau : la récolte et la commercialisation de coquillages est suspendue
 Janvier 2020



REPORTERRE
Rivières à sec, nappes à plus bas : 2019, une année noire pour l'eau en France
 Février 2020



LA DEPÊCHE
Labarthe-sur-Lèze. Le SMIVAL présente les 32 km de haies plantés - Février 2020




FRANCE TV INFO
Les installations de production d'eau de la Guadeloupe auscultées par des experts de l'Office International de l'Eau
 Février 2020



RCI
Le syndicat Mixte de l'Eau adopté en plénière au Département - Mars 2020



PARC NATIONAL DES ECRINS
La restauration végétale d'une piste de ski du Champsaur citée en exemple
 Mars 2020



LA HOUILLE BLANCHE - REVUE INTERNATIONALE DE L'EAU
Colloque international « sécheresses, étiages et déficits en eau » - Mars 2020



JOURNAL DE L'ENVIRONNEMENT
Sécheresse : la région Auvergne-Rhône-Alpes sous pression - Avril 2020



NEWSLETTER PARCS NATURELS RÉGIONAUX DE FRANCE
Les mesures naturelles de rétention d'eau - Juin 2020



ENVIRONNEMENT MAGAZINE
L'UPGE et l'OiEau signent une convention-cadre - Juillet 2020



RECYCLAGE RÉCUPÉRATION + DECHETS.COM
Eau, économie circulaire : l'UPGE et l'OiEau synergisent
 Juillet 2020



LE SOIR
Les eaux usées sont surveillées pour prédire le retour du Covid-19 - Juillet 2020



B SMART
Quelles solutions aux pénuries d'eau ? - Juillet 2020



NEWSLETTER FREDON OCCITANIE
Un nouvel outil pédagogique pour tout comprendre sur la protection des captages d'eau potable ! - Juillet 2020



L'OPINION
Changement climatique, usage domestique ou agricole : la ressource en eau sous pression - Août 2020

EN 2020



Office International de l'Eau
la crise n'a pas asséché le volontarisme des équipes. ni leur le financement des projets

SOPHIA MAG,
ITW Stéphanie Laronde
Août 2020



REVUE L'EAU, L'INDUSTRIE ET LES NUISANCES

Inauguration d'un démonstrateur de plancher filtrant Triton™ de Johnson Screens sur le site de l'OiEau de La Souterraine - Septembre 2020



ACTU ENVIRONNEMENT

Rapportage - Eaux Résiduaires Urbaines
Septembre 2020



EST RÉPUBLICAIN

La Lizaine offre un parc naturel urbain aux habitants
Octobre 2020



LE MÉTROPOL

Agir ensemble au service du territoire - Octobre 2020



REVISTA DE MANABI

¿Qué hizo INUNRED en cuencas de los ríos Portoviejo y Piura?
Octobre 2020



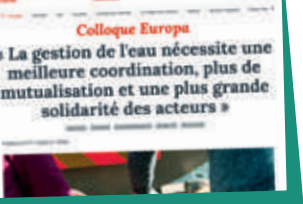
FRANCE 3 LIMOUSIN

Vidange d'une des principales réserves en eau de Limoges
Octobre 2020



MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - BURKINA FASO

Gestion des données et suivi des ressources en eau. Les Agences de l'Eau renforcent leurs capacités - Octobre 2020



LE POPULAIRE

La gestion de l'eau nécessite une meilleure coordination, plus de mutualisation et une plus grande solidarité des acteurs - Novembre 2020



JOURNAL DE L'ENVIRONNEMENT

Life: la Commission sélectionne de 120 projets - Novembre 2020



REVUE L'EAU, L'INDUSTRIE ET LES NUISANCES

L'OiEau publie son rapport annuel 2019 - Novembre 2020



LE POPULAIRE

La gestion de l'eau fait débat au colloque de l'ONG Europa à Limoges - Novembre 2020



LE MÉTROPOL

Le pôle environnement NA se mobilise pour la ressource eau - Novembre 2020



LE POPULAIRE

Limoges Métropole et l'Agence de l'eau investissent 25 millions d'euros dans la station d'épuration - Décembre 2020



AQUI

Limoges Métropole amorce son projet de territoire en transition hydrique
Décembre 2020



ACTU ENVIRONNEMENT

La communauté urbaine Limoges Métropole se veut un territoire en transition hydrique - Décembre 2020

VALORISATION DES CONNAISSANCES & SYSTÈMES D'INFORMATION SUR L'EAU

Depuis 30 ans, l'OiEau est non seulement un expert de l'eau, mais aussi un spécialiste du numérique. La crise sanitaire de 2020 a confirmé cette vocation et accéléré la transition numérique de l'OiEau, dans toutes ses activités.

Pour la formation, des cours en ligne, des classes virtuelles, des capsules pédagogiques, des tutoriels, des forums entre les formateurs et les apprenants, ont été développés. Notre studio multimédia a été mobilisé pour des créations numériques utilisées tant en présentiel qu'à distance. La mise en ligne de tous les supports de formations sur une plateforme de gestion des formations (learning management system - LMS) est également achevée.

L'équipement matériel et informatique de l'OiEau (salles de cours connectées, moyens de capitalisation) est désormais à la pointe de la technologie, et conforte nos plateformes pédagogiques uniques en Europe.

Pour ses missions d'appui institutionnel et technique, les jumelages ou projets multi-partenaires internationaux, l'OiEau maîtrise les outils numériques assurant l'avancée de toutes ses actions, et même le lancement de ses nouveaux projets. Tous les outils de réalisation de webconférences ont été engagés, avec des liaisons stables, régulièrement pour plusieurs centaines de participants. Dans certaines missions techniques, l'équipement des installations par des capteurs en ligne avec transmission des données, a permis à nos experts de diagnostiquer et optimiser en temps réel certains procédés.

Pour la gestion et la diffusion des données et des informations enfin, l'OiEau améliore en permanence ses infrastructures pour garantir un accès ininterrompu et fluide aux bases de données qu'il héberge et anime.

« *Notre maîtrise de la gestion de l'information et nos moyens informatiques ont servi à démontrer notre résilience, mais ils ont aussi préparé l'avenir de toutes nos activités face à un changement durable des usages, accéléré par cette crise sanitaire mondiale* »

M. MEUNIER,
Directeur de la Donnée,
de la Connaissance et des Systèmes
d'Information - OiEau

Les référentiels SANDRE au cœur de l'open data



Carte des cours d'eau de métropole BD TOPAGE®

L'OiEau assure le Secrétariat Technique du SANDRE (Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau) depuis sa création en 1992, aujourd'hui sur mandat de l'Office français de la biodiversité (OFB). Son rôle consiste à définir un langage commun et le cadre des échanges de données sur l'eau, comme élément fondamental de la connaissance de cette ressource.

Le SANDRE apporte les solutions techniques, permettant aux acteurs de l'eau de diffuser la donnée sur l'eau, la rendant utilisable et comparable. Ainsi, les contributeurs alimentent massivement le Système d'Information sur l'Eau (SIE) français, et partagent leurs données sur l'eau, les milieux aquatiques et les services publics d'eau et d'assainissement.

En 2020, en collaboration avec l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) et l'OFB, l'OiEau a participé à la création du nouveau référentiel hydrographique français

(BD TOPAGE®) et en assure depuis la diffusion au grand public à travers des cartes.

Par ailleurs, un travail important impliquant de nombreux acteurs (Forum des Marais Atlantiques, Conservatoires d'espaces naturels, Agences de l'eau, BRGM, etc.) a abouti à la publication de deux dictionnaires de données et de deux scénarios d'échanges qui structureront la collecte et les échanges de données, dans le cadre des pré-localisations et des inventaires de milieux humides. Ce travail permettra à terme, la centralisation de toutes les données liées aux milieux humides dans une banque de données nationale et ainsi une meilleure connaissance et gestion de ces milieux à la richesse biologique précieuse, et aux nombreuses fonctions naturelles.

Le travail sur l'hydrométrie réalisé avec le Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI) et Voies Navigables de France (VNF) a permis l'évolution des scénarios pour l'échange de données hydrométriques en y apportant notamment des améliorations sur la généalogie des stations hydrométriques et sur les données de simulations.

En 2020, les efforts fournis pour l'amélioration continue de la qualité des données ont également été récompensés. En effet, la mission parlementaire « Politique publique de la donnée » visant l'ouverture des données et codes publics, cite par deux fois dans son rapport final les outils de contrôle de la donnée mis en place par le SANDRE, comme exemplaires.

L'OiEau participe ainsi à placer le SIE parmi les bons élèves de l'open data en France et en Europe.

Rapport :

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2020/12/rapport_-_pour_une_politique_publicque_de_la_donnee_-_23.12.2020__0.pdf

Chiffres clés 2020

1 451 870

Nombre d'objets indexés



Satisfaction des utilisateurs

48 915

Nombre de certificats de conformité délivrés

Renouvellement certification ISO 9001:2015

Traitement des eaux usées en Europe : le SIIF ERU, un outil pour aller plus vite

Adoptée voici 30 ans, la Directive européenne sur la collecte et le traitement des eaux résiduaires urbaines s'applique à tous les Etats Membres. En s'intéressant à une des sources de pollution majeure des eaux, elle s'inscrit dans la politique européenne visant à maîtriser les pollutions de toutes natures, et à restaurer le bon état des eaux.

Pour mesurer les effets de cette politique et son application, la Commission européenne doit analyser les nombreuses données transmises par les Etats-membres.

A ce jour, le SIIF ERU (*Structured Implementation and Information Framework - Cadre Structuré de Mise en œuvre et d'Information*) permet de traiter avec 11 algorithmes et 9000 lignes de code, l'ensemble de ces données transmises par les Etats membres, soit 500 Mo de données tous les deux ans, avec 150 types d'information différents. Ces données présentent la situation pour chaque agglomération, ses stations d'épuration et les milieux aquatiques associés.

Composé d'un site européen et de sites nationaux liés, il comprend une interface d'administra-

tion permettant d'importer les données, de traiter et calculer les informations de conformité et les présenter sous forme de tableaux, cartes et graphiques.

En partant de la situation initiale (des fichiers de données et un traitement sous tableur), l'OiEau a modernisé le système, d'abord avec un prototype sur quelques pays puis en l'étendant à tous les pays et en l'utilisant pour évaluer la situation pour chaque rapportage (8^e, 9^e, 10^e et maintenant 11^e).

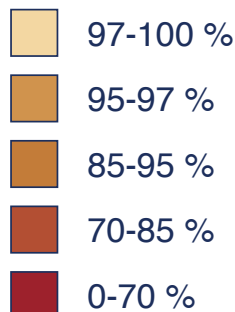
En démontrant la pertinence des systèmes interopérables, le SIIF ERU a posé la base d'une évolution des systèmes d'information européens vers plus de flexibilité, de réactivité et de pertinence pour tous les utilisateurs de ces informations.

Pour **M. RAKEDJIAN** - Expert français détaché auprès de la Commission européenne, *« la mise en place de cette action a permis d'homogénéiser les traitements appliqués et de réduire le temps de traitement des données de 6 mois, à une semaine. »*

Extraits du 10^{ème} bilan, publié en septembre 2020

Conformité légale (collecte et traitement)

81%



 **510,3**
millions d'habitants

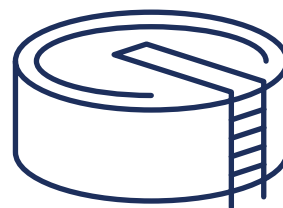
 **23 637**

Agglomérations dont 1 056 sont dites «grandes» (> 100 000 équivalent-habitants)

612,6 

millions d'équivalent-habitants
générés par an (dont 11% issu des capitales européennes)

 **≈ 490 millions**
de baignoires d'eau usée traitées par jour



21 995

stations d'épuration dont:

- **340** avec traitement primaire
- **4845** avec des traitements primaires et secondaires
- **6810** avec du traitement plus strict que secondaire (azote et phosphore principalement)

Des outils pour les services d'eau et d'assainissement



Dans le cadre d'un contrat avec le Ministère français chargé de l'environnement, l'OiEau assure depuis plus de 15 ans un appui aux utilisateurs de la suite logicielle MesureStep, qui permet aux services d'assainissement de gérer et de rapporter les données d'auto-surveillance des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées.

Durant l'année 2020, l'OiEau a traité plus de 250 demandes d'aide sur l'utilisation de MesureStep et sur la résolution des erreurs remontées par la plateforme nationale de déclaration des données d'auto-surveillance VERS'EAU.

L'OiEau a également organisé plusieurs formations sur site pour les utilisateurs de MesureStep. L'OiEau est aussi impliqué dans l'actualisation des vidéos d'information sur l'utilisation du site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement (Système d'information sur les services publics d'eau et d'assainissement - SIS-PEA) <http://services.eaufrance.fr>. Cette plateforme donne notamment la possibilité de diffuser les indicateurs des Rapports sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) rapportés tous les ans, par chaque service d'eau et d'assainissement.

L'OiEau apporte aussi son expertise aux services en charge de l'eau et de l'assainissement pour la révision et l'organisation de leurs systèmes d'information appliqués à l'eau afin de leur permettre de répondre aux enjeux d'interopérabilité des données (cf : le SANDRE, voir p. 23).

C'est ainsi qu'en 2020, l'OiEau a procédé par exemple à une assistance à maîtrise d'ouvrage auprès du Syndicat Intercommunal à vocations multiples (SIVOM) de la Vallée de la Bresbe, pour la définition de son futur Système d'Information Géographique (SIG) sur l'eau potable.

Cette mission s'est déroulée en trois étapes :

- 1 Etat des lieux du SIG actuel.
- 2 Définition des besoins techniques du futur SIG.
- 3 Elaboration du dossier de consultation du futur SIG.

Est désormais envisagée, la création d'un référentiel local des données eau potable et assainissement.

MesureStep en 2020



250 demandes d'aide traitées

EUWI+, une gestion intégrée par bassin pour 30 millions de citoyens, au voisinage de l'UE

Le projet "European Union Water Initiative Plus" (EUWI+) a débuté en 2016.

C'est le plus vaste projet de gestion des ressources en eau financé par l'Union européenne (UE). Il vise à aligner la gestion de l'eau sur les principes de la Directive Cadre sur l'Eau, en Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine, pays du Partenariat oriental de l'UE.

L'Autriche et la France animent la partie opérationnelle du projet. L'Agence Autrichienne de l'Environnement a coordonné des mesures de terrain et la fourniture d'équipements pour suivre l'état des ressources.

Ainsi, l'OiEau sur mandat du Ministère de la Transition écologique français, pilote l'élaboration de plans de gestion par bassin, l'implication des acteurs et la communication de ce projet.

Au total, 11 plans ont été améliorés ou développés pour la première fois. Ils concernent 500 000 km² (50% de la superficie des 6 pays) et 30 millions de citoyens (40% de la population), dont une partie a été impliquée lors de consultations en 2019 et 2020.

L'OiEau soutient également les pays afin qu'ils développent leur Système d'Information sur l'Eau pour partager plus efficacement les connaissances entre les institutions du secteur.

Les plans de gestion sont à présent soumis pour adoption, dans chaque pays, processus pour lequel l'OiEau apporte également son expertise des mécanismes institutionnels.

Le projet renforce également la législation nationale, grâce au travail de l'UNECE (Commission économique pour l'Europe des Nations unies) et de l'OCDE (Organisation de coopération et de développements économiques).

Le montant total du projet s'élève à plus de 25 millions d'euros.

« En Ukraine, la Directive Cadre de l'UE représente une approche radicalement nouvelle. Elle est fondée sur des principes environnementaux: l'accent n'est pas seulement mis sur les indicateurs quantitatifs ou chimiques, mais aussi sur l'état des écosystèmes aquatiques. »

Mme OSADCHA - Experte en charge du plan de gestion pour le bassin du Dniepr. Institut Hydro-météorologique - Ukraine



Carte des 6 pays et des bassins bénéficiant de plans de gestion réalisés dans le cadre d'EUWI+ ©Zoïnet

www.euwipluseast.eu/en   

Un accord avec le Secrétariat de la Commission du Mékong

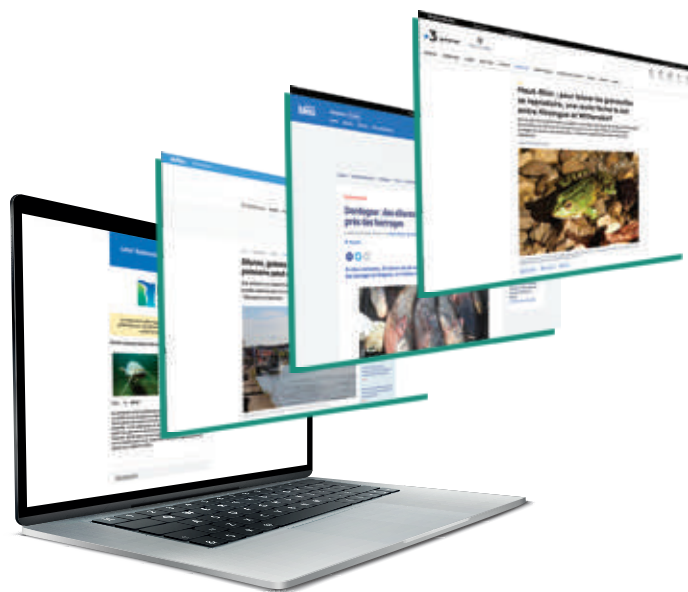


Le 9 septembre 2020 a eu lieu la cérémonie de signature d'un partenariat pour une meilleure gestion des ressources en eau entre le Secrétariat de la Commission du Mékong (MRC) et l'Office International de l'Eau. L'OiEau est honoré de signer ce protocole d'accord avec le MRC, un des plus importants organismes de bassin : le fleuve Mékong est vital pour 300 millions de personnes dans le sud-est asiatique. L'accord couvre une ambitieuse variété de sujets poten-

tiels de coopérations pour relever les défis du bassin transfrontalier du Mékong, de l'interopérabilité technique des systèmes d'informations sur l'eau pour le partage de données et l'aide à la décision, à la délicate coordination politique pour la planification et les investissements relatifs aux grands projets de développement, comme des barrages multi-fonctionnels.

« Cette coopération va permettre d'intensifier nos activités pour une meilleure gouvernance du développement et de la gestion des ressources en eau, de l'échange d'informations et de données pour aider à la prise de décision, comme mentionné dans l'accord » **Dr. AN PICH HATDA** - CEO du Secrétariat de la MRC.

Biodiversité aquatique : de la veille informationnelle à l'analyse stratégique !



La surveillance quotidienne des informations sur l'eau et son environnement réalisée par l'OiEau permet de dégager les grandes tendances du moment, les sujets émergents, leur représentation...

Parmi les produits de cette veille, il y a les lettres d'information publiées librement par l'OiEau. Adaptées à divers publics cibles (experts, professionnels ou encore grand public), elles sont réalisées en accord avec les évolutions réglementaires comme le RGPD*.

Prenons l'exemple de la lettre mensuelle sur la biodiversité aquatique en eaux douces. Elle est destinée tant aux professionnels qu'au grand public. Chaque numéro est accompagné d'un éditorial mettant en perspective une information particulièrement marquante, permettant ainsi un premier repérage des sujets les plus prégnants du mois, et un traitement approfondi du sujet dans la rubrique « A la une ».



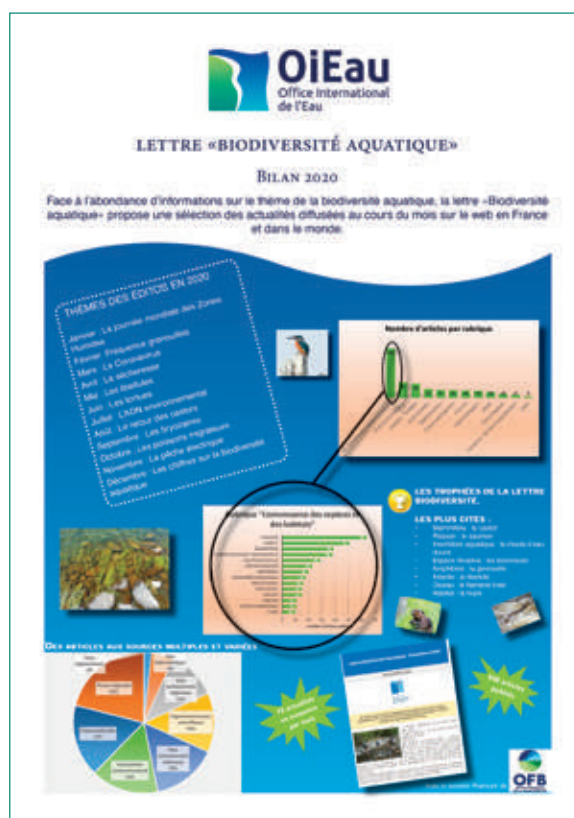
Depuis bientôt 5 ans, cette lettre est en constante évolution pour toujours mieux capter et valoriser les actualités du moment, grâce à de nombreuses sources mises sous surveillance et analysées. Elle couvre désormais de grands enjeux d'actualité : changement climatique, sciences participatives...

Dans son édition annuelle, elle offre une mise en perspective des actualités de l'année passée à travers des données chiffrées, comme le nombre d'articles retenus mensuellement, et leur répartition dans les différentes rubriques.

Elle permet d'afficher aussi quelles espèces ont fait l'objet d'intérêts particuliers. Ainsi, dans le bilan 2020, fruit de l'analyse de plus de 948 actualités, on trouve le saumon, la moule d'eau douce, les écrevisses ou encore la grenouille. Mais c'est de loin le castor qui est l'animal le plus présent dans la rubrique « Connaissances des espèces et des habitats ». Grand bâtisseur qui était en voie d'extinction, il a logiquement engendré le plus de débat sur les réseaux sociaux.

La lettre biodiversité aquatique permet ainsi à ses lecteurs de connaître les sujets d'actualité et d'évaluer leurs intérêts et véritables enjeux.

*RGPD : règlement général sur la protection des données



LA FORMATION CONTINUE DES ACTEURS DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT, DES DÉCHETS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Comme pour la majeure partie des structures des secteurs privé et public, en France et dans le monde, l'année 2020 fut marquée par la crise sanitaire et les impacts économiques qui s'en suivirent. L'OiEau fut donc également impacté et plus particulièrement dans son activité de formation professionnelle et d'ingénierie pédagogique.

Les formations en présentiel dans le Centre de Formation de l'OiEau et chez les clients ont été annulées à partir du 16 mars 2020, conformément aux consignes sanitaires en vigueur en France, pour reprendre progressivement à partir du 8 juin, et beaucoup plus pleinement en septembre.

Dès le mois de février, l'OiEau et tout particulièrement pour son Centre de Formation, a mis en place, des mesures de protection sanitaires pour ses salariés, mais aussi pour les apprenants présents sur ses sites : gel hydroalcoolique, salles de formation reconfigurées afin de respecter la distanciation sociale, équipements de protection individuelle...

Toutefois, l'OiEau a su saisir l'opportunité de cette période perturbée pour grandement progresser dans le déploiement de formations numérisées afin de répondre à la demande grandissante de ses clients sur ces nouveaux formats pédagogiques disponibles lorsque les clients ne pouvaient pas assister aux formations en présentiel. L'OiEau a ainsi acquis de nouvelles références et capacités notoires en matière de formations à distance durant l'année 2020.

De plus, l'OiEau, déjà certifié ISO 9001 et VeriSelect, a mis à profit cette année 2020 pour grandement progresser dans la prise en compte des exigences de la réforme de la formation professionnelle française, dans ses processus de formation, afin de préparer au mieux sa certification Qualiopi prévue au premier trimestre 2021.

Grâce à ces adaptations, au contrôle des dépenses et au retour fort des sessions de formation en présentiel à partir de septembre 2020, le Centre de Formation de l'OiEau a su maintenir ses activités, maîtriser au mieux son équilibre financier et répondre à des enjeux stratégiques.

Ces évolutions ont été possibles grâce aux efforts conséquents des équipes de l'OiEau et au soutien et à la confiance toujours maintenus et renouvelés de nos clients, en cette période délicate.

« *L'adaptation, la réactivité et les capacités pédagogiques de l'OiEau nous ont permis de suivre la formation à la carte à distance et en direct "Dossier Loi sur l'Eau pour des aménagements pluviaux", qui nous a donné pleinement satisfaction.* »



M. NICOLAS,
Directeur du Bureau d'Etudes Vialis -
Guadeloupe.

+ de 40 ans
d'expérience

35 formateurs
permanents

350
formations

& 600
sessions par an

6 000
personnes formées par an

Tous niveaux :
ouvriers, techniciens,
cadres

Présentiel &
formations à
distance et
numérisées

45 000 m²
de plateformes pédagogiques pour les mises en
situation de travail

Filière Française de l'Eau : une étude prospective sur les emplois et métiers de l'eau



L'OiEau est très impliqué dans les instances et certains groupes de travail de la Filière Française de l'Eau

(FFE) qui regroupe les principaux acteurs du secteur. Cette Confédération rassemble plus de 1 400 entreprises ou entités et représente, en France, 125 000 emplois équivalents temps plein (ETP).

En 2020, l'OiEau et l'Union Nationale des Industries et des Entreprises de l'Eau ont copiloté l'étude d'Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC), de la FFE, réalisée avec le soutien du Ministère du Travail.

Cette étude (<https://eau-entreprises.org/actualite/eau-etude-emploi-competences-et-formation>), révèle les tensions fortes sur les métiers et besoins en formation (13 000 ETP à recruter sur

la période 2020–2025, notamment pour compenser plus de 7 000 départs en retraite) et propose des solutions face à ces enjeux, et pour la professionnalisation des acteurs de la filière.

Selon l'étude, il est notamment important de :

- rationaliser l'effort de formation professionnelle continue interne existant en s'appuyant sur le dispositif de l'Action de Formation en Situation de Travail (AFEST),
- mettre en valeur les atouts de la formation professionnelle continue du secteur, et sa capacité à sécuriser et accélérer la réponse aux besoins, notamment à court terme vis-à-vis de nouveaux champs d'enjeux (ex : gestion des contraintes sur la ressource en eau, détection et traitement des micropolluants, eaux pluviales, GEMAPI...).

Les engagements QUALITE du centre de formation de l'OiEau



La satisfaction de nos clients et

la qualité de nos prestations, sont depuis longtemps des priorités de l'OiEau.

Le centre de formation :

- est certifié « ISO 9001 », depuis 1998, pour la conception et la réalisation de prestations de formation aux métiers de l'eau, sur ses formations France « catalogue et à la carte ».
- a obtenu la certification « VeriSelect - Formation Professionnelle », depuis 2017, indiquant sa conformité aux critères qualité définis en 2015 dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle de 2014 :
 - L'identification des objectifs de la formation et son adaptation au public formé,

- L'adaptation des dispositifs d'accueil, de suivi pédagogique et d'évaluation,
- L'adéquation des moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement à l'offre de formation,
- La qualification professionnelle des chargés des formations,
- Les conditions d'information du public et la prise en compte des appréciations rendues par les stagiaires.

s'est engagé pour l'obtention de la certification « Qualiopi », certification obligatoire, pour tous les organismes réalisant des actions pour le développement des compétences, souhaitant bénéficier de fonds publics ou mutualisés, comme défini dans la loi de septembre 2018 "pour la liberté de choisir son avenir professionnel".

Des certificats de Qualification Professionnelle pour des techniciens de Véolia

Le 14 juin 2018, pour 16 à 25 mois, 8 techniciens de Véolia ont démarré un cycle de formation en alternance à l'Association de Formation professionnelle de l'Industrie (AFPI) Provence à Istres (France), en vue de l'obtention du Certificat de Qualification Professionnelle Interbranche "Technicien de Maintenance Industrielle" (CQPI TMI).

A l'issue de ces parcours de formation, évalués par leur référent métier et les formateurs de l'AFPI, les candidats ont préparé une évaluation individuelle finale, présentée en novembre 2019

pour 4 d'entre eux, en juin 2020 pour les 4 autres, sous forme d'un mémoire et d'un oral d'une heure face aux évaluateurs de l'OiEau.

Sur la base des dossiers d'évaluation transmis par l'OiEau, un jury paritaire, réuni en janvier et septembre 2020, a délivré les CQPI TMI à 7 candidats, le 8ème ayant obtenu une validation partielle de ses compétences.

Le 08 décembre 2020, Véolia a organisé une remise des certifications à distance, réunissant tous les participants et intervenants du dispositif.

En 2020, l'OiEau accélère le développement de son offre de formation à distance !



100% à distance « Choix d'une solution technique : automatisation, télégestion » 2-4 décembre 2020 - ©OiEau

Dès 2019, l'OiEau a entrepris de professionnaliser son offre numérique de formation pour répondre à une demande croissante de formations à distance.

Ce choix a été conforté lors de la crise sanitaire liée à la Covid-19, à laquelle l'OiEau a pu s'adapter et même accélérer son déploiement numérique : acteur de référence de la formation dans le domaine de l'eau, l'OiEau a désormais pour objectif stratégique de s'imposer comme acteur de référence de la formation à distance !

L'OiEau propose déjà plus de 50 sessions de formations à distance, grâce aux investissements engagés depuis plusieurs années, dans du matériel permettant l'utilisation des nouvelles technologies et innovations de pointe (studio vidéo, tableaux digitaux interactifs, aménagements de salles de cours).

Pour accompagner ce déploiement, l'OiEau a créé en 2020 une cellule de Recherche et Développement dédiée à la numérisation de son offre. L'accélération amorcée va se poursuivre dans les années à venir. Un catalogue de formations à distance sera d'ailleurs édité dès 2022.

En réponse aux attentes de ses clients, acteurs de secteurs d'activité variés, l'OiEau propose ainsi des modèles et des produits de formation combinant présentiel, distanciel grâce au numérique :

- **Le mode comodal**, avec le/la formateur/formatrice en présentiel, et des stagiaires à la fois en présentiel et en distanciel.

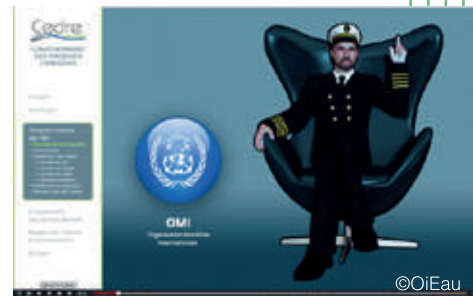
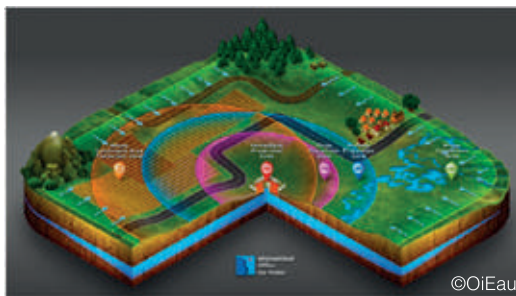
- **Le mode mixte**, avec du présentiel complété par du distanciel, réalisé soit sur mesure, soit à partir des sessions proposées dans le catalogue général.
- **Le mode 100% à distance et en direct.**
- **Le mode 100% à distance, en total autonomie**, avec possibilité d'interactions avec un formateur, en différé.
- **Des webconférences** : webinaires RIOB (voir p. 46), Webinaires captages, RDV gest'eau (voir p. 45)...

Ces formats restent axés sur le caractère, toujours central et confirmé pour l'OiEau, de l'expertise mise à disposition et de l'interaction humaine avec le formateur.

En complément des formations en présentiel, ces formats à distance ont permis en 2020 de maintenir l'activité du Centre de Formation et d'atteindre des stagiaires basés dans toute la France métropolitaine, en Outre-Mer et à l'international.



100% à distance « Conception d'une installation de pompage d'irrigation agricole » 4-9 novembre 2020 - ©OiEau



Les productions numériques réalisées en 2020

- 50 vidéos pédagogiques de 2 à 5 minutes, couvrant tous les thèmes de formation de l'OiEau,
- 30 vidéos de gestes techniques,
- 1 module d'auto-formation en vidéo interactive, présentant les problématiques liées aux produits chimiques, lors de leur transport en mer,
- 1 site internet destiné à l'apprentissage et à l'entraînement aux questions/réponses liées à la formation "Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux" (AIPR), proposée par l'OiEau

Nos outils

Studio vidéo, plateforme en ligne d'apprentissage, dédiée à la formation à distance, salles connectées équipées de matériel audiovisuel, tableau interactifs, plateformes de visioconférence, logiciels de montage, chaînes YouTube et Vimeo...

« Cela a été un bon moment de partage de connaissance et d'apprentissage. Au début, j'étais un peu réticent à la formule en distanciel mais tout s'est très bien passé ! »

M. T. - Eau de Paris

« La journée technique EPNAC (Evaluation des Procédés Nouveaux d'Assainissement des petites et moyennes Collectivités), pour sa première, a été une franche réussite. L'organisation proposée en 100% distanciel ainsi que l'animation ont favorisé les échanges entre les participants et les orateurs, tout en maîtrisant parfaitement le temps de parole de chacun. C'était un objectif phare de cette journée et il a été atteint ! »

M. GARNAUD-CORBEL - Office français de la biodiversité (OFB)

Quelques chiffres clés de la formation à distance en 2020



45

sessions réalisées
(soit 10% des sessions)

313



personnes formées



Plus de 2 000

participants
lors de 25 webinaires

- Préférence pour le comodal pour les stages « Catalogue »
- Préférence pour le 100% à distance (classes virtuelles) pour le « sur-mesure »

Nombre de services impliqués à l'OiEau : **TOUS !**

Des formations pour répondre aux besoins des syndicats, régies et collectivités territoriales

La formation des collectivités est historiquement l'une des actions majeures du Centre de formation de l'OiEau. Elle s'exerce sur de nombreuses thématiques. En particulier, les formations sur les transferts et la mise en œuvre de nouvelles compétences comme la GEMAPI représentent une demande croissante des collectivités territoriales. Les métropoles sont aussi confrontées à la réorganisation et l'évolution de leurs services publics. La formation sur la gestion des services, associée aux formations techniques, est une activité permanente de l'OiEau, portée actuellement par plusieurs phénomènes. Le premier d'entre eux est l'évolution de la pyramide des âges des agents d'exploitation, dont le renouvellement devient nécessaire. Le deuxième est le mouvement

de retour au mode de gestion par régie, aidé par l'élargissement des périmètres induit par la loi Notre. Enfin, les enjeux d'optimisation, d'utilisation de nouvelles technologies, de lutte contre les pollutions émergentes et de protection de la sécurité sanitaire, sont accrus par le changement climatique.

Des métropoles de Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Nancy, Reims, au syndicat du Lodévois en passant par le SIVEER ou les communautés de Moulins ou Marmande, ce sont près de 1000 agents formés au sein des collectivités et exploitants publics qui ont bénéficié en 2020 de la pédagogie de l'OiEau et de ses installations uniques, à parts égales entre les formations « catalogues » et les formations à la carte, chez nos clients.

La distribution de l'eau potable : un enjeu toujours central de formation



Domaine phare de l'expertise de l'OiEau depuis sa création, la gouvernance des réseaux d'eau potable se décline à travers une offre de formation en renouvellement constant.

Le transfert de compétences aux collectivités, la gestion patrimoniale, l'exploitation, la conception et le dimensionnement, la pose et la construction des réseaux : autant de sujets sur lesquels les formations de l'OiEau permettent aux apprenants de monter en compétences et ainsi de préparer les services d'eau potable, aux enjeux du futur.

Quelques chiffres significatifs sur les réseaux en France :

- 85 000 km : dernière estimation du linéaire de canalisations d'eau potable en France Métropolitaine, dont quasiment 40% ont été posées avant 1970.
- 10% environ d'eau perdue en adduction et sur le traitement.

- 20 % environ d'eau perdue par les fuites en distribution.

L'amélioration du rendement, la maintenance, la rénovation et le renouvellement des réseaux sont des thèmes plus importants que jamais pour répondre à ces enjeux patrimoniaux gigantesques des années à venir, notamment dans le contexte d'adaptation au changement climatique, en France et dans le monde.

Avec plus de 80 formations dédiées à ces sujets, l'OiEau accompagne les acteurs dans cet effort, à accroître dans les années à venir.

« Face au changement climatique, notre ressource en eau devient de plus en plus précieuse et il va sans doute falloir être encore plus vigilant sur sa préservation. La formation « Diagnostic de l'alimentation en eau potable » réalisée à l'OiEau m'a apporté les éléments réglementaires et techniques afin que mon Service s'y prépare. » M. G. - Directeur Technique d'un Syndicat Intercommunal d'Assainissement et d'Eau Potable (SIAEP).

Ministère des Armées : de la formation aux missions d'appui technique



Les sites militaires français sont équipés d'ouvrages de traitement d'eau potable et d'eaux pluviales, et d'assainissement. La Direction Centrale du Service d'Infrastructure de la Défense (DCSID), en charge de ces infrastructures, a choisi l'OiEau pour faire

monter en compétences son personnel, en matière de gestion et d'exploitation de leurs installations.

L'OiEau a ainsi formé en 2020, 270 apprenants (7560 heures de formation) sur les thèmes "Eau potable", "Station de traitement des eaux usées (STEU)" et "Eaux pluviales". Ce marché de 4 ans prévoit de réaliser 6 sessions annuelles sur les sites de l'OiEau, afin de bénéficier de l'apprentissage des gestes métiers sur nos plateformes pédagogiques.

En complément des formations, l'OiEau est sollicité pour diagnostiquer le fonctionnement de STEU afin de proposer des optimisations et des

préconisations d'investissements. L'OiEau travaille également au perfectionnement d'équipements permettant l'approvisionnement en eau potable des troupes sur les terrains d'opération.

Selon **Mme SÉRADIN** - Chargée de protection de l'environnement à l'ESID (Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense) de Lyon, sa participation aux 3 formations OiEau lui a permis de cibler le cadre réglementaire, éclaircir les interprétations et les attendus. Le mélange scientifique, technique et pratique des formations lui a donné les outils nécessaires pour atteindre, de manière plus efficace, ses objectifs sur la thématique de l'eau.



Un référentiel des compétences pour les chefs de poste de Veolia Eau d'Ile de France



Veolia Eau d'Île-de-France (VEDIF) est le délégataire du Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) en charge du service public de l'eau potable pour le compte de 150 communes, soit 4,6 millions d'habitants. Parmi les trois stations

de traitement du SEDIF, celle de Choisy le Roi produit et distribue l'eau potable à près d'un tiers des habitants d'Île de France.

Le pilotage de cette station et du réseau qui y est lié est assuré par des chefs de poste, dont le profil répond à certaines exigences très spécifiques en termes de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être. En parallèle avec la réalisation de plusieurs formations, l'Office International de l'Eau a été missionné pour élaborer un référentiel d'activités et de compétences propre au métier de chef de poste.

À la suite de cette prestation, VEDIF a choisi de poursuivre la collaboration avec l'OiEau à travers un accompagnement au développement de leur plan de formation à destination des futurs chefs de poste.

APPUI TECHNIQUE ET INSTITUTIONNEL

Les activités d'appui se sont maintenues dans la trajectoire insufflée les années précédentes, malgré les contraintes sanitaires.

En 2020, 103 projets de coopération sont en cours, sur un large panel d'expertises :

- Audit – Conseil
- Mise en réseau d'acteurs, dont les usagers et la société civile
- Assistance à maîtrise d'ouvrage
- Mise en œuvre de réglementations, de mécanismes de financement
- Création de Systèmes d'Information

mis au service d'une grande variété d'acteurs : ministères, collectivités locales, services d'eau et d'assainissement, organismes de bassin nationaux et transfrontaliers, bailleurs de fonds.

A l'international, l'OiEau a adapté ses modes d'action, renforçant son réseau de partenaires et de correspondants locaux. Afin de poursuivre les projets avec les différents acteurs, l'OiEau a mis en place des missions « virtuelles », ont permis la réalisation des activités prévues, la gestion des projets, le suivi technique et administratif, l'organisation des comités de pilotage, des réunions techniques, des cérémonies officielles...

Cela a été par exemple l'occasion de signer des accords phares tels que celui avec le secrétariat de la Commission du bassin du Mékong (MRC) le 09 septembre.



©OiEau



©OiEau

Fiware4Water : le digital au service de l'eau



La révolution numérique apporte des solutions concrètes pour le monde de l'eau. Pourtant le secteur est loin d'en avoir pleinement saisi toutes les potentialités. Le projet Fiware4Water, financé par l'Union Européenne et coordonné par l'OiEau, a pour objectif de faire tomber les barrières qui freinent la transition numérique du secteur de l'eau.

FIWARE est une plate-forme open source visant à améliorer l'interopérabilité des données : elle définit des normes pour que les données soient facilement réutilisables par différents systèmes. FIWARE est déjà adopté par les « smart cities », notamment dans les secteurs du bâtiment ou des transports. Fiware4Water, quant à lui, démontre le potentiel de la plate-forme FIWARE pour le secteur de l'eau.

C'est en partant de cette architecture FIWARE que le projet doit construire son propre édifice numérique, adapté au secteur de l'eau. Parmi les réalisations en cours, on peut citer un capteur à faible coût mesurant différents paramètres pour l'eau potable, des applications web pour visualiser les données en temps réel, ou encore des

modèles intelligents de données (smart data model) pour mieux détecter les fuites, les anomalies de qualité de l'eau, ou même pour prévoir la disponibilité et la demande en eau.

Les modèles se fondent sur l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique (« machine learning ») en utilisant une immense quantité de données, y compris historiques. Fiware4Water prend en compte les risques de piratage en insistant sur la cybersécurité dans le développement des solutions numériques.

Pour développer ces solutions, les partenaires du projet s'appuient sur quatre cas de démonstration afin d'effectuer des tests dans des conditions réelles, sur l'ensemble du cycle de l'eau. Ces tests rassemblent des chercheurs, des autorités locales et des services de distribution de l'eau.

Le projet constitue aussi un réseau plus large d'acteurs européens et mondiaux via trois réseaux de démonstration. Ces réseaux permettront de continuer à affiner et à proposer des solutions open-source fondées sur l'architecture FIWARE qui répondent aux besoins d'une gestion de l'eau plus décentralisée et plus efficiente.



Nitrates : évaluation du Plan d'actions national français en cours de révision



En 2014, la France s'est dotée d'un programme d'actions national (PAN) et régional (PAR) conformément aux exigences de la directive « Nitrates » de l'Union européenne de 1991, visant à réduire la pollution par les nitrates d'origine agricole et par les phénomènes d'eutrophisation.

En effet, tout Etat-membre est tenu d'établir un programme d'actions s'appliquant dans les

zones vulnérables à la pollution par les nitrates, définies sur son territoire.

En 2020/2021, ce PAN est en cours de révision. Dans le cadre d'un marché du Ministère français de la Transition Ecologique, l'OiEau s'est vu confier, avec le bureau d'étude SCE, l'évaluation environnementale de ce PAN révisé. Un rapport portant sur les incidences environnementales attendues de ces révisions et sur un comparatif avec l'évolution prévisible des milieux, en leur absence, sera produit.

C'est un sujet ancien et toujours important, compte tenu du caractère essentiel de l'azote, en agriculture : utilisé pour fertiliser les parcelles, l'azote (soit organique, issu de l'élevage, soit minéral) peut, s'il n'est pas entièrement consommé par les productions végétales, voir ses excédents être à l'origine, sous forme de nitrates, de pollutions des eaux (eutrophisation, contamination des ressources utilisées pour la production d'eau potable...).

Lac de Vassivière : un projet de rénovation du réseau d'assainissement collectif

Le lac de Vassivière offre un support idéal au développement des activités de loisirs de pleine nature. Cette offre s'adresse particulièrement à une clientèle touristique exigeante qui souhaite une nature préservée et sécurisante.

Ainsi, dès les années 70, le Syndicat du lac de Vassivière, a construit un réseau d'assainissement collectif visant à assurer une maîtrise complète du traitement des eaux usées sur le bassin versant du lac. Il en résulte un dispositif extensif complexe au regard de la topographie du site.

En 2020, le Syndicat s'est donné comme objectif de rénover entièrement ce réseau, avec des solutions innovantes en matière de collecte et de traitement des eaux usées. Pour cela le Syndicat du lac a confié à l'OiEau et à son partenaire VRDEAU la « conduite d'opération pour la rénovation des ouvrages d'assainissement collectif de Vassivière ».

L'OiEau a eu pour mission d'accompagner le Syndicat dans la mise en œuvre administrative du projet et de le conseiller pour assurer l'équi-

libre financier du programme d'investissement. La réflexion menée s'est fondée sur la pérennité des ouvrages, leur amortissement et les évolutions des conditions de gouvernance.



Le lac de Vassivière : un environnement naturel préservé ©OiEau

100 projets Eau & Climat pour l'Afrique : les Incubations à mi-parcours



©OiEau

Inondations et sécheresses plus fréquentes et intenses, réduction des débits des cours d'eau, dégradation des écosystèmes aquatiques, élévation du niveau de la mer : pour relever les défis de l'Eau et du Climat, il devient urgent de s'adapter. L'émergence d'un plus grand nombre de projets ambitieux et innovants est une nécessité partout dans le monde et particulièrement en Afrique.

La 1^{ère} édition du « One Planet Summit » (décembre 2017 à Paris) a retenu l'engagement d'assurer le développement de « 100 projets Eau & Climat pour l'Afrique », en 5 ans.

Dans ce cadre, 12 premières incubations de projets financées par les Agences de l'eau françaises ont bénéficié de l'assistance technique de l'OiEau en 2020. Nous appuyons les acteurs locaux sur le territoire, dans la conception technique et financière des projets, puis assurons le lien avec les opportunités de financement de bailleurs de fonds.

Par exemple, soutenue par l'Agence de l'eau Adour-Garonne, l'incubation pilotée par l'OiEau sur le bassin du fleuve Sénégal, en partenariat avec la Compagnie des Coteaux de Gascogne (CACG- France), est issue d'une étroite collaboration avec l'Organisation de Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) et la Société de Gestion et d'Exploitation de Diama (SOGED). La note de préconcept adressée au Fonds d'Adaptation

avec le concours de l'Observatoire du Sahara et du Sahel est en cours d'instruction, pour un montant global de 14 millions de US\$.

En complément de l'engagement des Agences de l'eau, 50 autres projets ont déjà intégré l'initiative "100 projets Eau & Climat", à ce jour. L'animation globale de l'initiative, confiée au RIOB (voir p. 46), se poursuivra jusqu'à fin 2022, en lien étroit avec le Ministère français de la Transition Ecologique, et tous les acteurs concernés.

M. HANE - Directeur Clientèle et Recouvrement - SOGED « *Ce projet est une réelle opportunité pour l'OMVS de mettre l'imagerie spatiale au service de la gestion de la ressource en eau et de la résilience du bassin aux changements climatiques. Pour la SOGED, il permettra notamment d'améliorer les outils de gestion existants comme MOSIS (Mutualiser les Observations Satellitaires pour l'Innovation de Services), de mieux prendre en compte les priorités des populations (feux de brousse, érosion des berges, sédimentation du fleuve, etc.) et d'améliorer notre action pour la performance des ouvrages, des services de l'eau et de l'économie sociale et solidaire.* »



©OiEau



©OiEau

Une coopération institutionnelle pour la GIRE en Equateur

La Phase 3 du projet financé par l'Agence de l'eau Adour-Garonne a fait l'objet d'une forte appropriation par les partenaires, permettant ainsi à l'OiEau d'assurer la bonne continuité des activités dans un contexte de fusion institutionnelle, et de pandémie Covid-19, en Equateur.

Les actions ont été menées à plusieurs échelles :

- Celle du bassin hydrographique de Manabí, avec les agents de la Direction Zonale pour l'appui à la démarche de planification des Conseils de bassins Portoviejo (pilote), Chone et Jipijapa, pour le partage des données sur l'eau et la recherche de financements, et mettre ainsi en œuvre concrètement les mesures prioritaires identifiées.
- Au niveau national, avec les agents du Ministère de l'Environnement et de l'Eau (MAAE) pour capitaliser les enseignements de l'expérience de Manabí en matière de gouvernance, planification, consolidation des systèmes d'information, et de proposition d'un Fonds National de l'Eau.

La majorité de ces échanges s'est tenue à distance, grâce aux outils de travail en ligne, lesquels ont contribué à assurer la continuité des activités, durant toute l'année 2020, à un rythme soutenu.



Les avancées du projet ont permis d'identifier avec le MAAE, les axes de travail de la prochaine phase 2021- 2022.

« Le projet de développement de l'interopérabilité entre les Systèmes d'information sur l'eau est un cas emblématique. Cela a permis d'améliorer l'accès à l'information non seulement entre les équipes techniques du Ministère mais plus largement auprès de tous les acteurs impliqués dans la gestion de l'eau. » M. NARVAEZ, Analyste technique - Ministère de l'Eau et de l'Environnement équatorien.

La Somone, un laboratoire de GIRE au Sénégal



La lagune de la Somone (site Ramsar). - ©OiEau

En 2012, le Sénégal a adopté une nouvelle stratégie de développement pour accélérer sa marche vers « l'émergence ». Dans ce pays où l'eau est un bien limité, un mode de gestion durable est essentiel pour soutenir son modèle de croissance et satisfaire les besoins actuels et futurs.

C'est le sens de la politique de Gestion Intégrée

des Ressources en Eau (GIRE) développée par le ministère de l'Eau et de l'Assainissement Sénégalais qui privilégie une approche décentralisée par bassin. Le territoire national a ainsi été découpé en 5 unités et 28 sous-unités de gestion et de planification, selon une logique à la fois administrative et hydrographique.

Au cœur du triangle stratégique Dakar-Thiès-Mbour, le sous-bassin de la Somone a été choisi par la Direction de la gestion et de la planification des ressources en eau (DGPRES) comme bassin pilote pour l'élaboration d'outils participatifs, associant les différents usagers de l'eau.

Dans ce cadre, l'appui technique fourni depuis 2019 par l'OiEau et l'Agence de l'eau Seine-Normandie a permis, pour la première fois au Sénégal, la tenue d'une Assemblée de bassins et la création du Sous-comité de planification et de gestion de l'eau de la Somone. Cette nouvelle instance sera désormais au cœur de la mise en œuvre de la GIRE dans la région.

Pilotes d'essais et actions d'appuis : un partenariat historique avec EDF



Dans le cadre de ses activités de recherche et de développement, Electricité de France (EDF) travaille sur l'amélioration des performances des circuits de refroidissement des centrales nucléaires.

Pour ce faire, EDF fait confiance à l'OiEau depuis 2007 pour concevoir, réaliser, installer et maintenir de nombreux pilotes d'essais et de traitement (conditionnement, filtration, traitement, désinfection, reproduction à échelle réduite de l'ensemble du circuit tertiaire).

Après avoir sollicité l'OiEau pour la rénovation des tours aéroréfrigérantes des installations de Chatou en 2020, EDF a décidé de la mise en place d'un nouveau contrat cadre avec l'OiEau, pour la maintenance des installations jusqu'en 2024.

« Depuis que je suis en charge des installations PERICLES, j'ai apprécié le travail avec l'OiEau, avant tout pour leur réactivité et leurs réponses adaptées à nos problématiques techniques, mais aussi pour leur flexibilité, l'organisation de leurs chantiers et le respect des consignes de sécurité de notre site. » **M. CHHIM** - Ingénieur Chercheur - Responsable laboratoire PERICLES Chatou - EDF R&D.

Des plateformes pédagogiques de l'OiEau au service de la R&D



Les formations de l'OiEau sont reconnues pour la mise en pratique des enseignements sur des plateformes pédagogiques uniques en Europe, conçues notamment pour permettre des manipulations impossibles en conditions réelles. Cette particularité est régulièrement mise à profit dans le cadre de missions d'appui à la recherche. C'est ainsi qu'en 2020, des industriels et des centres de recherche ont utilisé des plateformes de l'OiEau pour affiner leurs travaux :

- **Plateforme "Recherche de fuites"** : l'INRAE a étudié de nouvelles fuites calibrées pour approfondir le lien entre pression et débit de fuite. La collaboration avec l'OiEau s'est poursuivie à

travers la réalisation d'un pilote mobile permettant des essais directement sur le terrain.

- **Plateforme "Traitement poussé des eaux usées"** : à l'occasion de la rénovation du pilote de traitement par boues activées de l'OiEau, un plancher filtrant interchangeable assurant un traitement tertiaire a été installé. La société Aqseptence a ainsi pu mener des essais comparatifs sur ses différentes technologies.
- **Plateforme "Pompage"** : dans la continuité du partenariat mené depuis 2017, Schneider Electric a approfondi sa maîtrise de la détection de défauts de pompage: une ligne complémentaire de pompage instrumentée a vu le jour. Les résultats obtenus fin 2020 semblent prometteurs.



ANIMATION ET DÉVELOPPEMENT DE RÉSEAUX D'ACTEURS DE L'EAU

Activité ancrée dans l'ADN de l'OiEau, l'animation de différents réseaux d'acteurs de l'eau et de l'environnement, en France, en Europe et à l'international s'est poursuivie en 2020 dans la continuité et l'adaptation. Les rencontres et l'organisation d'événements en présentiel étant devenus impossibles à cause de la situation sanitaire, l'OiEau a mis en place de nouveaux moyens qui ont finalement renouvelé la participation et la créativité dans les échanges.

Grâce à des conférences virtuelles, l'OiEau a rassemblé un nombre important d'acteurs, issus de nombreux pays : ministères, organisations internationales, collectivités locales, services d'eau et d'assainissement, organismes de bassin nationaux et transfrontaliers, industriels, centres de recherche, bailleurs de fonds, universités, élus...

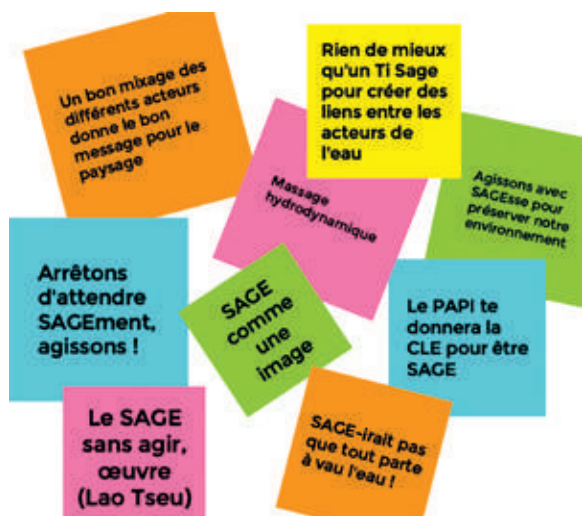
« Par leur fréquence mensuelle, par la diversité des profils et des géographies des participants qu'ils rassemblent et par l'interprétariat simultané en Français, Anglais et Espagnol qui bat en brèche la barrière de la langue, les événements en ligne du RIOB constituent une opportunité unique pour les spécialistes de la gestion de l'eau d'échanger leurs expériences afin d'améliorer la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à l'échelle des bassins sous ces différentes facettes (planification, gouvernance, connaissance, financement) et, au-delà, de relever les grands défis de l'adaptation au changement climatique et de la préservation de la biodiversité. »

Dr. AMARA,
Président du RIOB (voir p. 46)

Les réseaux animés par l'OiEau ou auxquels il participe

- Réseau des documentalistes contribuant au Portail documentaire partenarial Eau et Biodiversité (voir p. 49)
- Réseau des acteurs des SAGE et contrats de milieu (voir p. 45)
- Réseau des animateurs d'Aires d'Alimentation de Captages
- Réseau des acteurs de la préservation et restauration des cours d'eau
- Eau dans la Ville, le service d'aide aux collectivités pour les questions liées à l'eau potable, l'assainissement collectif et non collectif
- Réseau des acteurs des milieux humides
- Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB - voir p. 46)
- Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC)
- Plateforme mondiale des bassins pilotes travaillant sur les changements climatiques (CEE-ONU / RIOB)
- Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau (RICFME)

En 2020 le séminaire national SAGE fait place à des journées techniques en distanciel



Extrait du rendu de l'activité post-it « Jeux de mots sur les SAGE »

Les journées techniques sur les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ont eu lieu les 21, 22 et 29 septembre 2020 en format entièrement dématérialisé. Organisées par le Ministère français de la Transition Ecologique, elles ont réuni plus de 300 participants sur l'ensemble des séquences : animateurs de SAGE, acteurs de l'aménagement, services centraux et déconcentrés de l'État, Agences de l'eau, chercheurs...

Avec la thématique « Les SAGE, l'eau au cœur des territoires », le champ des sujets abordés était vaste, allant des synergies entre les acteurs de l'eau et l'aménagement du territoire, en passant par la gestion quantitative, la gestion inté-

grée des eaux pluviales ou encore le lien entre milieux aquatiques et résilience du territoire. Des problématiques propres à l'animation des SAGE étaient aussi au programme, comme le fonctionnement des Commissions Locales de l'Eau (CLE), les démarches participatives ou la communication.

Après une plénière introductive autour du cadre juridique, les participants ont pu assister à divers ateliers et conférences techniques. La matinée du 29 septembre a conclu l'événement avec une présentation de la base des règlements des SAGE et un retour sur les travaux issus des ateliers.

Bien que le format en distanciel n'ait pu égaler la convivialité des précédents séminaires nationaux SAGE, ces journées ont été l'occasion pour les acteurs des SAGE de se retrouver ou de faire connaissance, d'échanger sur les problèmes auxquels ils font face et de partager leurs expériences.

L'OiEau a contribué à la réalisation de ces journées à travers l'élaboration de la programmation, la mobilisation du centre de ressources Gest'eau, et l'animation de trois sessions d'ateliers. L'OiEau a également assuré deux interventions sur une étude concernant la prise en compte des pollutions diffuses dans les SAGE, et sur le lancement du projet LIFE Eau&Climat (voir p. 54).



Pour en savoir plus :

<https://www.gesteau.fr/vie-des-territoires/retour-sur-les-journees-techniques-sage-2020>



©OiEau

Les webinaires, nouveauté du RIOB en 2020

Malgré l'éloignement géographique dû à la crise sanitaire mondiale, en 2020, l'OiEau a poursuivi et adapté son rôle de Secrétariat Technique Permanent du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB)

Au cœur de son message et de ses actions, la promotion de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau avec ses principaux partenaires (CEE-ONU, UNESCO, OCDE, etc.), des contributions communes aux principaux événements internationaux et le partage d'expériences de ses membres sur les défis et les bonnes pratiques de gestion durable des ressources en eau, d'adaptation aux changements climatiques et de préservation de la biodiversité.

Le RIOB a aussi démontré sa capacité d'innovation en développant ses échanges dans un format numérique, avec notamment l'organisation d'une série de webinaires mensuels en trois langues (Français – Anglais – Espagnol), avec interprétation simultanée.

Le multilinguisme, la gratuité, l'ouverture à tous et désormais le numérique, sont des fondamentaux du RIOB et la garantie de pouvoir croiser des compétences de gestion de bassin acquises aux quatre coins du monde. Des bassins de l'Amazonie ou du Mékong, en passant par l'Afrique des Grands Lacs et les eaux souterraines du Sahara et du Sahel.

Ces webinaires donnent la part belle à l'interactivité (notamment à travers des sondages en direct et sessions de questions / réponses) et ont rencontré un écho favorable avec une forte croissance de la participation à chaque nouvelle édition, en nombre comme en diversité géographique. Ceux qui ne pouvaient pas jusqu'ici participer aux activités du RIOB en présentiel (principalement du fait des coûts induits par les déplacements) se sont clairement saisis de cette nouvelle opportunité.

Les webinaires du RIOB, régulièrement organisés en partenariat (avec le Geneva Water Hub, le Secrétariat International de l'Eau, etc.) ont en moyenne enregistré plus de 180 participants de plus de 65 pays, autour de thématiques telles que :

- « *La GIRE à l'échelle des bassins : facteur de résilience aux crises sanitaire et économique mondiales ?* » (Juillet)
- « *Systèmes d'information sur l'eau, gouvernance et apports de la télédétection: pour une gestion informée des ressources en eau au niveau national et à l'échelle des bassins* » (Septembre)
- « *L'adaptation au changement climatique à l'échelle des bassins hydrographiques: le coût des mesures vs le coût de l'inaction* » (Octobre)
- « *Dialogue villes – bassins : Guide méthodolo-*

gique RIOB-IWA sur les villes connectées à leur bassin » (Novembre)

- « *Participation des parties prenantes, de la société civile et des jeunes dans les bassins des rivières, lacs et aquifères* » (Décembre).

Les présentations des intervenants et les enregistrements vidéo sont mis à disposition sur le site web du RIOB (www.riob.org/webinars).

Le RIOB s'est également fortement impliqué dans les premières étapes de préparation du prochain Forum Mondial de l'Eau prévu à Dakar en mars 2022, sur les thèmes des projets de coopération internationale, de la gestion des ressources en eau par bassin (y compris transfrontaliers), des systèmes d'information sur l'eau, etc.

La Lettre du RIOB N°28, parue fin 2020 et accessible sur le site internet, a repris de façon détaillée le bilan d'activités du RIOB de l'année.

«La surveillance des ressources en eau à l'échelle du bassin amazonien est cruciale pour la bonne gouvernance. Elle permet une collecte plus complète des données relatives aux événements hydro-climatiques, à la qualité de l'eau, à une meilleure planification des travaux hydrauliques et aux alertes précoces notamment. Par conséquent, l'OTCA assure la mise en place de réseaux de surveillance hydrologique pour faciliter la gestion des ressources en eau

à travers une approche régionale: le réseau hydrologique amazonien (RHA) ainsi que les réseaux régionaux pour la surveillance de la qualité de l'eau (RMCA) de l'érosion, du transport et de la sédimentation (RETS)». Mme MOREIRA LOPEZ - Secrétaire Générale, Organisation du Traité de coopération amazonienne (OTCA). webinaire Sept. 2020.

«La mobilisation de financements est aujourd'hui essentielle non seulement pour les infrastructures de l'eau, mais aussi pour le développement de réseaux de suivi de la ressource en eau, de mesures des pressions liées aux différents usages, de collecte de données hydrologiques». M. NDOUR - Directeur de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau au Ministère de l'Eau et de l'Assainissement - Sénégal. Webinaire Oct. 2020.



©OiEau



Pour en savoir plus : www.riob.org

Un atelier européen pour réfléchir aux enjeux “Eau” de la nouvelle PAC



Indispensable à la croissance des cultures mais aussi aux animaux d'élevage, l'eau est une composante essentielle pour l'agriculture, qui influence en retour fortement les ressources en eau. Les pollutions diffuses d'origine agricole sont par exemple l'une des principales causes de dégradation des masses d'eau en Europe.

La Politique Agricole Commune (PAC) est un instrument majeur d'évolution des pratiques agricoles dans l'Union européenne (UE). Une réforme de la PAC, à la fois de son cadre et de son contenu a été actée pour la période 2021-2027, 2021 et 2022 étant des années de transition. L'objectif est que cette nouvelle PAC participe davantage à la lutte contre le changement climatique, à la protection de la biodiversité et des ressources naturelles.

Cette réforme se veut également conforme au « Pacte vert » européen, la feuille de route pour rendre l'économie de l'UE plus durable et respectueuse de l'environnement.

Ainsi, dans le cadre de la 18^{ème} Conférence Internationale « Euro-RIOB 2020 », le Réseau International des Organismes de Bassin (voir p. 46) a organisé un atelier de travail en ligne sur le thème « Nouvelle PAC : une opportunité pour les politiques de l'eau ? », le lundi 9 novembre 2020.

Son objectif était de faciliter les échanges d'expériences sur les enjeux, problématiques et solutions liés aux synergies (ou à leur absence) entre la PAC et les politiques européennes de l'eau, en particulier la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).

Avec plus de 140 participants de différents pays, cet atelier s'est ouvert sur un état des lieux des interactions actuelles entre agriculture et eau dans les politiques européennes (notamment la DCE et la PAC), puis des évolutions prévues. L'Office français de la biodiversité (OFB) a également présenté ses recommandations sur le sujet.

Deux sessions de travail ont permis aux participants d'échanger et d'apporter leurs contributions en direct. Dans un premier temps, les échanges ont porté sur les synergies ou points d'achoppement actuels entre PAC et politiques de l'eau, et dans un second temps, sur de possibles recommandations et perspectives pour une meilleure coordination entre ces deux politiques. Des présentations de retours d'expérience ont agrémenté ces sessions. Cet atelier fera l'objet de restitutions et de poursuite des échanges sur ces sujets au cours de l'année 2021.



L'OiEau mobilise les élus locaux pour les milieux naturels



Les milieux aquatiques et humides présents dans nos territoires présentent de multiples intérêts. Lorsqu'ils sont en bon état, ils contribuent à préserver la ressource en eau, à la fois en quantité et en qualité, ils accueillent le cycle de vie de nombreuses espèces animales et végétales - dont certaines sont spécifiques de ces milieux - et ils participent à la richesse des paysages.

En cette année particulière, l'OiEau a saisi l'opportunité des élections municipales en France pour organiser deux événements à destination des élus locaux et intercommunaux. L'objectif de ces rencontres, qui se sont tenues en ligne, était de sensibiliser les participants, et d'illustrer par des témoignages d'élus engagés, les solutions concrètes qui peuvent être mises en œuvre localement.

La première rencontre nommée « **Des zones humides dans ma commune ? Bonne nouvelle !** » s'est tenue le 16 octobre, avec plus de 120 participants dont une majorité d'élus locaux, et a bénéficié de la présence de Madame la députée Frédérique Tuffnell qui en a assuré l'ouverture. Les quatre témoignages d'élus enthousiastes ont démontré qu'il était possible de faire des zones humides du territoire communal un atout, plutôt qu'une contrainte.

La seconde rencontre intitulée « **Repenser l'eau en ville : s'appuyer sur la nature pour aménager durablement mon territoire** » a eu lieu le 4 décembre et a regroupé 200 participants, majori-

tairement élus locaux, techniciens et chargés de mission. Quatre retours d'expérience d'actions illustrant le concept de ville perméable, suivis d'un temps d'échanges ont permis aux participants d'appréhender cette thématique à différentes échelles.

Ces événements ont pu avoir lieu grâce au soutien financier de l'Office français de la biodiversité. Les rediffusions sont disponibles sur la chaîne YouTube de l'OiEau.

Une commune attractive grâce à son patrimoine naturel

Maire de Muttersholtz en Alsace (France), **M. BARBIER** a pu présenter les nombreuses actions engagées par la commune pour préserver et valoriser son patrimoine naturel. Elles lui ont valu d'être labellisée capitale de la biodiversité. Plutôt que de lutter contre le caractère inondable du territoire, les zones humides y ont été valorisées sur le plan économique, touristique et culturel. Elles font aujourd'hui partie intégrante du patrimoine de la commune.

« Muttersholtz, ce n'est pas seulement des zones humides dans la commune, c'est une commune dans la zone humide ! »

Virtualisation du séminaire des partenaires du portail documentaire « Eau & Biodiversité » : un succès !



Malgré le contexte si particulier de la crise sanitaire, les contributeurs du Portail documentaire partenarial Eau et Biodiversité www.documentation.eauetbiodiversite.fr, membres du réseau de compétences documentaires sur les thématiques de l'eau, des milieux aquatiques et de la biodiversité, ont tenu leur séminaire bisannuel à l'automne 2020.

Ces professionnels de l'information-documentation se sont réunis virtuellement et ont suivi ensemble un cycle de six webinaires organisés conjointement par l'OiEau et l'Office français de la biodiversité (OFB). Ils ont été construits autour d'un fil conducteur, le processus de veille et ses différentes étapes : sourcing, collecte, sélection, diffusion de données et d'informations, avec une ouverture vers la veille collaborative.

La vingtaine de participants a mené des expérimentations inédites et concrètes avec des outils et méthodes innovants (fabrication de fils RSS, comparaison d'outils de veille, outils de fabrication de lettres de veilles...). Des moments d'échanges ont également été organisés donnant de la fluidité à la transmission des connaissances entre documentalistes. Cela a aussi été une réelle opportunité pour monter en compétence sur la thématique de la veille, percevoir tout le potentiel que cela apporte pour gagner en visibilité, au sein de chaque établissement. Certains changements de pratiques (mise en oeuvre d'un outil de veille, nouvelle production de lettres d'information, meilleure maîtrise d'un outil de diffusion des lettres...) ont été directement mis en place, à l'issue de ces séances, avec de réels gains de temps.

Enfin, ces webinaires ont aussi été l'occasion d'ouvrir une perspective de réflexion pour le réseau de compétences documentaires, en matière de veille collaborative.

Les retours des participants ont été très positifs tant sur l'organisation en visioconférence, que le fil conducteur choisi ou encore la périodicité retenue.

Cette virtualisation dans la transmission de connaissances correspond donc aux attentes du moment et à une tendance profonde et durable de modifications dans la réalisation de formations.



Le Portail Documentaire partenarial présente une grande richesse de documents sélectionnés par ses différents contributeurs. Ainsi, en 2020, le document le plus téléchargé est « **Dimensionnement de la compensation ex ante des atteintes à la biodiversité. État de l'art des approches, méthodes disponibles et pratiques en vigueur** » proposé par l'Office français de la biodiversité.

Les centres d'intérêts des visiteurs du portail, très variés, se sont également notablement portés sur la caractérisation hydro-morphologique des cours d'eau, les retours d'expérience sur l'eau & l'urbanisme, l'étude des coûts des opérations d'assainissement collectif (réseaux, stations, pluvial) ou encore les documents sur les ripisylves.

QUELQUES PROJETS TRANSVERSAUX

Ses quatre activités, ses statuts, ses valeurs d'indépendance et d'engagement pour une meilleure gestion des ressources et des usages, positionnent notre association comme un allié essentiel des acteurs sectoriels.

Ce rôle stratégique s'exprime par des projets globaux qui rassemblent nos savoir-faire de renforcement de capacité par la formation et l'expertise, de gestion des données et de l'information, d'amélioration de la gouvernance ou encore d'animation et de concertation. La coordination de ces actions complémentaires permet, sur plusieurs années de mener des projets structurants pour un secteur ou une thématique complexe comme, par exemple, l'augmentation de la résilience au changement climatique des services d'eau et des ressources ou encore l'intégration des enjeux « Eau et Biodiversité ».

Le support que nous apportons s'exprime à de multiples échelles territoriales, auprès des décideurs politiques comme des opérateurs techniques et s'appuie en permanence sur l'évaluation de l'efficacité des actions menées.

« *Alors que les approches intégrées de gestion des usages et des ressources s'appliquent à des échelles territoriales multiples, l'OiEau s'impose comme un centre de ressources stratégiques et d'aide à la décision pour de multiples acteurs privés et publics* »

M. LAROYE,
Directeur Commercial, Marketing
et Communication - OiEau



Appui & Formation : une synergie dans les missions de l'OiEau à l'international



L'OiEau dispose à la fois de capacités à réaliser des formations professionnelles et des missions d'appui et de conseil.

Ainsi, l'OiEau propose régulièrement des projets incluant une étape préalable de diagnostic des infrastructures, technologies, organisations, de l'exploitation... permettant la définition d'axes d'amélioration.

Cette phase de conseil peut ensuite être utilement complétée par la réalisation de formations

des personnels en charge de la mise en œuvre de ces axes d'amélioration. En présentiel ou en distanciel (avec des capacités renforcées en 2020), ces formations deviennent alors de véritables vecteurs d'accompagnement du changement. En prenant encore davantage en compte la réalité du terrain et des contextes locaux, elles contribuent activement à la sensibilisation, l'adhésion et la motivation des apprenants et renforcent tout particulièrement leurs compétences sur les points à améliorer.

Deux exemples de projets développés avec cette méthodologie, en 2020 :

- Diagnostic et formation du réseau d'adduction d'eau potable (AEP) de Bouar pour le CICR (voir ci-dessous).
- Diagnostics et formations sur l'épuration des effluents industriels pour un fabricant de pneumatiques en Côte d'Ivoire et en Asie du sud-est, et pour des acteurs du secteur de l'agro-alimentaire dans l'océan Indien, par exemple.

L'OiEau en appui au CICR en République Centrafricaine

Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) intervient depuis de nombreuses années en République Centrafricaine, pour améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables. Ce pays, affecté en 2012-2013 par une guerre civile, a vu ses installations d'eau potable largement dégradées. Exploitant national des systèmes d'eau potable, la Société de Distribution d'Eau de Centrafrique (SODECA) bénéficie depuis plusieurs années d'un fort appui du CICR.

A Bouar, dans l'Ouest du pays, chef-lieu de la préfecture de Nana-Mambéré d'environ 60 000 habitants, le réseau d'eau de la SODECA dysfonctionne depuis la crise. Pour aider le CICR et la SODECA à mieux identifier ces dysfonctionnements du réseau et prioriser les investissements nécessaires au rétablissement du service d'eau, l'OiEau a été chargé d'une étude technique, sur le terrain. Cette mission a permis de réaliser un inventaire des installations, un état des lieux des ouvrages, une priorisation des investissements à réaliser. Ce travail permettra à terme d'identifier de nouveaux acteurs spécialistes de l'eau qui pourraient contribuer à améliorer et réhabiliter le

réseau d'eau potable urbain de la ville de Bouar. Plusieurs partenaires techniques et financiers ont déjà été approchés dans ce sens.

Cette étude s'inscrit dans un partenariat ancien avec le CICR, entamé il y a 20 ans, qui a conduit à la signature d'un contrat cadre de partenariat (MoU). Cette forte volonté de collaboration se décline par une combinaison entre réalisation de formations et appui technique sur le terrain.



Visite de terrain sur un des réservoirs secondaires de Bouar - ©OiEau

L'OiEau : un partenaire des industriels

L'amélioration de la gestion des ressources en eau passe par l'engagement de tous. En particulier, la mobilisation des acteurs industriels est essentielle, et l'OiEau continuera à les accompagner dans les années à venir. En 2020, l'OiEau a de nouveau été activement sollicité par les industriels, pour la réalisation de missions d'appui technique, visant à optimiser des procédés de traitement d'eau. Voici trois exemples d'accompagnement d'acteurs de secteurs variés.



Nestlé Good food, Good life

En 2020, l'OiEau a assuré un appui technique à Nestlé sur ses sites de production de Challerange (Production de dosettes de café Dolce gusto) et Rosières-en-Santerre (Production de la purée Mousline) afin de permettre aux sites de fiabiliser leur station de traitement des eaux et d'améliorer la conformité de leurs rejets en milieu naturel. **M. PETER** - Directeur technique de Nestlé France a déclaré : « **L'OiEau est un partenaire reconnu avec lequel Nestlé en France entretient une relation depuis de nombreuses années. Ses prestations de formation font référence au sein de notre organisation et sont même perçues comme une reconnaissance par les employés qui en bénéficient. Face à deux situations industrielles critiques, nous nous sommes tournés en dernier recours vers l'OiEau. Si pour l'une d'elles, la contribution de l'OiEau a été de nous faire comprendre à travers de pertinentes analyses le cheminement qui nous avait conduit à l'incident, pour la seconde, l'intervention en amont a permis de corriger une situation désespérée, évitant de fait les conséquences que peut craindre tout exploitant. A la lumière de ces expériences l'OiEau est désormais notre premier recours et nous lui confions en plus de la formation de nos collaborateurs, l'audit de l'ensemble de nos stations afin d'en garantir une exploitation optimale** ». Un partenariat à suivre dans les années à venir...



Les équipes Total et OiEau signent un accord. ©OiEau

Le 17 septembre 2020, l'OiEau a signé une convention avec le Groupe Total pour un appui sur des sujets stratégiques tels que :

- L'intégration de données géo-référencées au Système d'Information Géographique (SIG) TOTAL : eaux de surface et souterraines.
- Des missions d'expert et de conseil pour l'eau propre industrielle et le traitement et la valorisation des effluents.

- Un support sur des sujets stratégiques pour le Groupe: la réutilisation des eaux usées (REUSE), l'application de Solutions fondées sur la nature, et l'adaptation au changement climatique.
- Une évaluation des compétences, soutien au plan de formation et validation des compétences.
- Un appui à la Recherche & Développement.

Cette collaboration a été l'occasion pour l'OiEau de :

- Réaliser un guide méthodologique d'évaluation des risques et opportunités de réutilisation externe d'eaux industrielles traitées.
- Mettre à disposition des données spatialisées sur l'eau à l'échelle de la France, incrémentées dans le SIG de TOTAL, pour : identifier des sites de mesures, mettre en place l'infrastructure de collecte des données, collecter des mesures physico-chimiques, disponibles en Opendata sur les 10 dernières années (données produites dans le cadre du système d'information sur l'eau français, créer la table d'association des paramètres physico-chimiques, structurer et livrer du jeu de données.

Ce travail se poursuivra en 2021, sur d'autres zones géographiques.



Carambar & co, qui regroupe près de quinze marques de confiseries comme La Pie qui Chante, Kréma, Poulain, a fait confiance à l'OiEau en 2020 pour un appui technique sur un de ses sites industriels.

Le plan d'actions établi suite au diagnostic a permis au site d'atteindre ses objectifs vis-à-vis de la station de traitement des eaux usées. Le partenariat entre Carambar & co et l'OiEau devrait se poursuivre en 2021, le Groupe comptant au total 7 sites en France.

M. AIMÉ, Responsable technique, témoigne : « **L'intervention a été à la hauteur de nos attentes tant en termes de délai que de compétence ; [l'expert OiEau] a été très pédagogique et à l'écoute de nos observations** ».

Bio Plateaux : une plateforme pour le partage des connaissances sur l'eau et la biodiversité aquatique



Initié en 2019 en partenariat avec l'Office de l'Eau de Guyane et les acteurs du Brésil et du Suriname, BIO-PLATEAUX est un projet visant à une meilleure coopération pour régler les problématiques transfrontalières de l'eau et de la biodiversité dans les bassins versants de l'Oyapock (Guyane Française et Brésil) et du Maroni (Guyane Française et Suriname).

En 2020, le projet BIO-PLATEAUX a mis en œuvre les recommandations formulées par les autorités guyanaises, surinamaises et brésiliennes, lors de la Conférence de Cayenne de novembre 2019 : l'animation du réseau d'acteurs techniques nouvellement créé, et le développement d'une plateforme en ligne.

En dépit du contexte sanitaire particulier de l'année 2020, le défi relevé par l'OiEau pour ce projet transfrontalier fut de maintenir une dynamique d'échanges réguliers grâce aux outils de travail à distance.

Des fiches de gestion de l'eau sur les trois territoires ont permis d'identifier les parties prenantes pour chaque pays, validées par les points focaux respectifs (Université Anton de Kom, Agence Amapa, Office de l'Eau de Guyane).

Puis, les institutions et acteurs techniques des trois territoires se sont réunis régulièrement dans le cadre de groupes techniques transfrontaliers thématiques pour définir conjointement leurs besoins, en vue de renforcer la connaissance sur l'hydrologie ou la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.

Des produits de court terme ont été préparés pour les questions prioritaires, comme par exemple, des bulletins hydrologiques journaliers par bassin rendant accessibles les données des trois pays. Un travail de long terme a également été engagé pour recenser l'existant, identifier les manques et planifier des réponses en termes de production

de données, comme de partage et de diffusion.

En adoptant une démarche fondée sur les attentes des partenaires, l'OiEau a développé une plateforme numérique de partage de documents, données, informations et expériences sur l'eau et la biodiversité aquatique des bassins versants de l'Oyapock et du Maroni. Les spécifications techniques ont fait l'objet d'un travail commun transfrontalier, en trois langues, afin de prendre en compte les aspirations des futurs usagers de la plateforme.

L'outil obtenu est disponible au lien suivant : <https://www.bio-plateaux.org/fr>. Il permet d'accéder intuitivement à la connaissance existante, tout en offrant des procédés dynamiques de visualisation cartographique accessibles à chacun.

Le projet BIO-PLATEAUX est financé par l'Union européenne dans le cadre du Programme de Coopération INTERREG Amazonie (PCIA), par la Direction Générale des Territoires et de la Mer (DGTM), l'Office de l'Eau de Guyane (OEG) et le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES).

« La cellule de veille hydrologique de Guyane a pour mission de surveiller les niveaux d'eau des fleuves de Guyane d'eau et de rendre ces données accessibles au grand public. La plateforme BIO-PLATEAUX vient compléter le dispositif national français « Vigicrues » sur ce volet. Elle permet également de consulter les données produites par les pays frontaliers lorsqu'elles sont disponibles. Tous ces travaux ne peuvent se faire correctement qu'avec la participation des homologues du Brésil et du Suriname. » a déclaré **M. MASSON** - Cellule de Veille Hydrologique - Direction Générale des Territoires et de la Mer (DGTM) - Guyane.



Projet LIFE Eau & Climat : soutenir la prise de décision locale, pour une gestion de l'eau adaptée au climat

L'adaptation au changement climatique est un enjeu important dans la gestion des ressources en eau. Le projet LIFE Eau&Climat (Supporting long-term local decision-making for climate-adapted Water Management) vise à aider les acteurs locaux à améliorer leurs connaissances et à les mobiliser sur cet enjeu. Ce projet, piloté par l'OiEau, a débuté le 1^{er} septembre 2020, pour une période de 4 ans.

Il a pour objectif d'aider les acteurs de la gestion locale des ressources en eau à évaluer les effets du changement climatique, à les prendre en compte dans leur planification et à mettre en œuvre des mesures d'adaptation.

Ce projet regroupe 14 partenaires avec des organismes de gestion locale de l'eau porteurs de schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ainsi que des structures scientifiques et techniques.

Son budget total s'élève à 3.7 millions d'€uros dont 2 millions d'€uros financés par l'Union européenne, avec un co-financement français des Agences de l'eau et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Les différentes actions prévues consistent à développer des outils d'aide à la décision à destination des acteurs locaux, à faciliter la mobilisation de ces acteurs, à améliorer l'accès aux données climatiques liées à l'eau, et à renforcer les échanges entre les chercheurs et les gestionnaires.

Le projet ambitionne également de favoriser la répliquabilité des résultats obtenus à d'autres territoires, en France et en Europe, notamment à travers des formations.

 **Pour en savoir plus :**
<https://www.gesteau.fr/life-eau-climat>



UNION EUROPÉENNE

Pour **Mme SIAUVE** - Coordinatrice du projet - OiEau, « *Le projet LIFE Eau&Climat a pour ambition de permettre aux acteurs de la gestion locale de l'eau, et en particulier les membres des Commissions Locales de l'Eau (CLE), de prendre en compte les impacts actuels et futurs du changement climatique et ce, de manière très opérationnelle. Cela passera d'abord par la création d'outils de diagnostic des vulnérabilités de leur territoire et de définition de trajectoires d'adaptation locales. Cela sera également rendu possible par la mise à disposition des données hydro-climatiques nécessaires et par l'information, la sensibilisation et la formation de tous les acteurs devant être mobilisés : élus, membres des Commissions Locales de l'Eau (CLE), bureaux d'études, acteurs français majeurs du secteur de l'eau.* »

Les 21 SAGE du projet LIFE Eau&Climat



Le projet LIFE Eau&Climat (LIFE18-OC/FR/001238) a reçu un financement du programme LIFE de l'Union européenne.

Un partenariat avec le CFA d'Ahun (France), pour la délivrance du Titre professionnel "Technicien(ne) Traitement des eaux"

Un Titre professionnel est une certification délivrée par le Ministère du Travail français, attestant que son titulaire maîtrise les compétences, aptitudes et connaissances nécessaires à l'exercice d'un métier. Le Ministère délègue la formation et l'organisation des examens aux Centres de formation qui respectent un certain nombre d'engagements réglementaires. Ils obtiennent alors un Agrément délivré par le Préfet de région.

C'est dans un contexte de tensions prévisibles des recrutements dans les métiers de l'eau sur les 5 prochaines années (voir p. 29), que l'OiEau s'est associé au Centre de Formation des Apprentis (CFA) d'Ahun (Creuse) pour proposer un parcours de formations et de certification des

compétences. Réalisé en alternance sur 10 mois, il délivre un Titre professionnel de Technicien(ne) Traitement des eaux.

Complémentaires, le CFA d'Ahun et l'OiEau se sont répartis les enseignements, assurant aux participants de pratiquer sur les installations techniques et pédagogiques de l'OiEau. L'objectif est d'ouvrir la formation à une 1^{ère} promotion dès septembre 2021.

Cette démarche permettra, pour les modules de formation de l'OiEau concernés, d'ouvrir via la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), l'accès à la certification aux professionnels ayant participé antérieurement à ces modules inscrits au catalogue des formations de l'OiEau.

Martinique – Un appui à la mise à jour et à la gestion du fichier clientèle d'ODYSSI



La régie ODYSSI applique sur les communes de Fort de France, Schoelcher, Lamentin et St Joseph, la politique de gestion de l'eau et de l'assainissement de la CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique). Elle doit assurer une distribution constante, optimiser le rendement de son réseau, s'adapter aux sécheresses récurrentes provoquées par l'évolution climatique.

Pour cela, il est essentiel qu'ODYSSI garantisse son équilibre financier. Une des voies d'amélioration passe donc par une bonne gestion de la clientèle et du recouvrement. Pour y parvenir, il convient de disposer d'une base de données « abonnés » totalement fiable. Or, du fait des transferts successifs et de mises à jour peu pré-

cises, les informations se sont progressivement altérées.

« Améliorer notre fichier clientèle, c'est accéder sans investissement à des recettes qui nous permettront d'améliorer notre service et notre patrimoine », M. RENE-CORAIL - Directeur Général Adjoint - ODYSSI.

Dans le cadre d'une opération initiée en 2020 et qui s'achèvera en 2021, l'OiEau assiste la régie pour analyser le fichier clientèle, en détecter les incohérences d'adressage et de nommage et le « réparer » pour une meilleure collecte des recettes légitimes de la structure.

Cette régularisation permettra de réduire les coûts de facturation et de recouvrement et d'augmenter les recettes de l'ordre de 5 à 8%.

Pour cette action, les connaissances techniques et de gestion des données de l'OiEau sont mobilisées pour :

- L'analyse de la cohérence de la base de données « Abonnés ».
- Le croisement avec d'autres fichiers publics « adressés » et une correction initiale.
- L'accompagnement et la formation d'équipes de terrain chargées des vérifications fines et de la correction des erreurs résiduelles.

Depuis sa création, l'OiEau a pu compter sur la complémentarité et la synergie de ses activités statutaires pour se développer, mais aussi pour mutualiser les risques et atténuer les baisses soudaines et ponctuelles de certains produits d'activité (baisses liées aux aléas des projets à l'international mais aussi au retrait de l'Etat sur certaines aides financières...).

En 2020, la crise sanitaire a malheureusement frappé durement l'association et mis en difficulté l'ensemble de ses missions : son centre national de formation aux métiers de l'eau a été fermé administrativement, les déplacements à l'international ont été stoppés et la subvention principale a brusquement chuté de 400 k€ par rapport à 2019.

Dans ce contexte, le résultat net ressort en négatif à - 646 k€.

12,1 M€

DE PRODUITS D'ACTIVITÉ EN 2020

soit une baisse de 23 % par rapport à l'exercice précédent

141

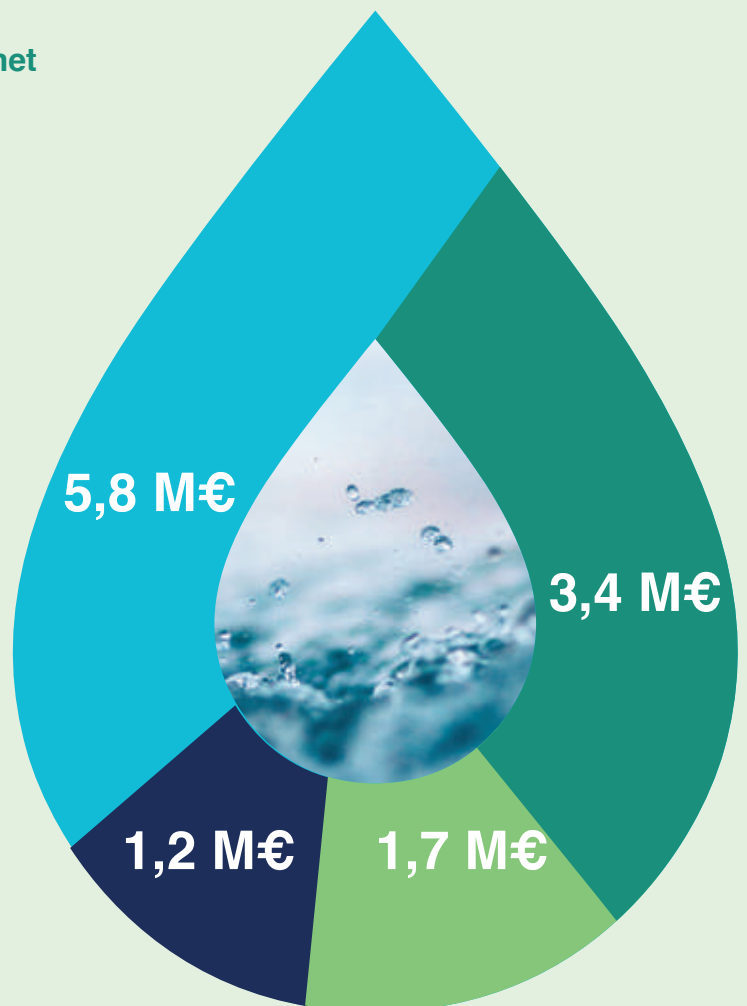
SALARIÉS À LA FIN DE L'EXERCICE

Malgré les difficultés, l'association a réussi à conserver son effectif

Les missions statutaires

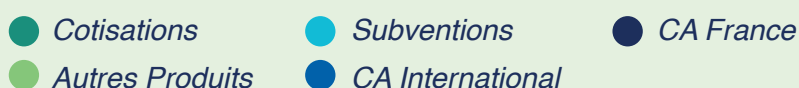
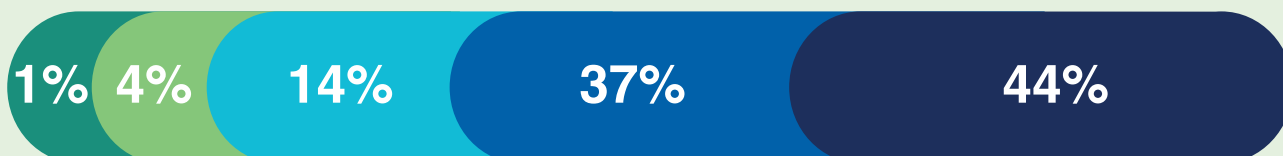
Les produits d'activité de l'OiEau se répartissent selon ses grandes missions statutaires :

- Formation et Ingénierie Pédagogique (FIP)
- Données, Connaissances et Systèmes d'Information (DCSI)
- Animation de Réseaux d'Acteurs (ARA)
- Appui Technique et Institutionnel (ATI)



Les grandes familles de produits

Les produits d'activité de l'OiEau peuvent également être découpés selon les grandes familles comptables de produits. Cela permet d'observer la part des **subventions** mais aussi la répartition du Chiffre d'Affaires commercial entre la **France** et **l'International** (au sens de la nationalité du bailleur) :



Les grands postes de charges

A l'OiEau, les postes de charges significatifs sont la Masse Salariale, les Achats et Consommations, les Amortissements & Provisions, et les Impôts. Leur évolution, depuis l'année dernière, est la suivante (en % des Produits d'Exploitation) :

	2020	2019
Masse Sal.	66,9 %	56,8 %
Achats	29,6 %	34,5 %
Am. & Prov.	6 %	4,5 %
Impôts	3,4 %	4,1 %

Les enjeux

L'exercice 2020 a été particulièrement éprouvant pour l'association. Cela se traduit par un résultat fortement dégradé. Heureusement, la mobilisation de son personnel et le niveau de ses fonds propres vont lui permettre d'absorber cette difficulté ponctuelle.

Face à cette crise sanitaire, l'OiEau a su investir plus rapidement sur la numérisation de ses formations. Il a aussi revu ses méthodes de travail à l'international en utilisant davantage la visio-conférence afin de garder un lien fort avec les partenaires locaux.

L'association doit à présent :

- retrouver un niveau de rentabilité, lui permettant de continuer à investir sur ses outils de production (plateformes techniques, numérisation de certaines actions, pilotage de projets à distance...),
- poursuivre la diversification de ses activités et clients face à la baisse des financements publics,
- capitaliser judicieusement sur de nouvelles ressources humaines à forte compétence afin de pouvoir répondre rapidement aux dernières évolutions et nouveaux besoins du monde de l'eau.

DES PERSPECTIVES

L'assistance aux maîtres d'ouvrages vue par l'OiEau



Depuis de nombreuses années, l'OiEau est régulièrement sollicité pour des missions classiques d'AMO. L'indépendance et les services développés assurent un conseil et une expertise précieuse pour les maîtres d'ouvrages désirant lancer des marchés de prestations intellectuelles : élaboration de cahier des charges, analyse d'offres, suivi d'exécution sont assurés par l'OiEau.

L'évolution des enjeux de l'eau, croisés avec les thématiques de résilience au changement climatique et de la biodiversité, soumettent les maîtres d'ouvrages à de nouvelles problématiques plus intégrées et territorialisées. L'OiEau a pour vocation d'aider les différents acteurs à s'engager dans ces projets territoriaux. Il met en œuvre des approches écosystémiques complexes, des analyses de données autorisant la prise de décision, des processus de concertation ouverts, mais aussi des recherches de co-financements. Ces derniers sont justifiés par l'échelle territoriale, les différentes fonctions et services rendus par le projet global.

Les PTGE (Projets Territoriaux de Gestion des Eaux) sont de nouveaux outils qui porteront cette activité de l'OiEau dans les prochaines années. D'ores et déjà, l'OiEau est aux côtés de Limoges Métropole en l'accompagnant dans ses réflexions stratégiques et techniques de création d'un « Territoire en Transition Hydrique ».

Les Accords-Cadres : des marchés publics « agiles »

L'application de la stratégie d'accompagnement global trouve une expression naturelle dans la mise en œuvre de projets complexes et pluriannuels. Ces derniers prennent forme soit en réponse à des consultations de marchés publics spécifiques, soit dans le cadre d'appels à projet d'ampleur, issus de financeurs nationaux ou internationaux, en particulier la Communauté européenne.

Dans le premier cas, le développement de consultations basées sur une procédure d'« Accord-cadre à marchés subséquents » est notable. Cette procédure spécifique permet l'élaboration d'un marché « cadre » long, spécifiant les enjeux et objectifs, souvent stratégiques, tout en permettant de préciser au fil du projet les différentes actions. Les « marchés subséquents » sont alors actualisés autant que nécessaire.

Ces accords-cadres apportent une réelle agilité dans un processus d'accompagnement structuré avec de multiples curseurs de priorisation et d'évaluation. L'adaptation constante aux réalités du terrain renforce la progression.

Deux exemples importants peuvent être mis en avant dans les Départements d'outre-mer et avec pour objectifs de bénéficier fortement aux populations. Rétablir les confiances entre acteurs et usagers de l'eau, dans des contextes difficiles de services souvent dégradés et de « crise de l'eau » souvent médiatisée devient un impératif majeur pour ces territoires.

- **En Guadeloupe**, l'OiEau assiste les EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunal) en charge de l'eau et de l'assainissement pour le

compte de l'Office de l'Eau de Guadeloupe via un marché par accord cadre. Ce dernier structure des actions de formation et d'assistance mais également un suivi des évolutions. En particulier, dans le cadre de la préparation d'une structure unique de gestion, les travaux de l'OiEau se portent sur l'état des lieux des Ressources humaines et participent à la préfiguration de la future gestion unifiée des services, avec les enjeux de concertation des acteurs, de robustesse juridique, d'optimisation technique et financière.

- **En Martinique**, les mêmes types d'actions sont mobilisés pour Odyssi (voir p. 55), la plus importante Régie de l'île, exploitant l'eau et l'assainissement pour la CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique).

Etudes et optimisations des fichiers clientèle et de la facturation, analyse des compétences et des organisations internes, formations techniques à l'exploitation, diagnostics et expertises d'infrastructures de traitement, projet de gestion des données et de supervision des services seront autant d'évolutions que l'OiEau pourra assister dans le cadre de ses missions au sein de ces deux départements d'outre-mer.

Des projets d'ampleur sur des thématiques partagées

Dans ce second cas, l'OiEau intervient également sur des projets dont la transversalité s'affirme par le croisement de thématiques et des activités multiples, par la diversité des partenaires techniques et financiers et des acteurs impliqués, et par l'apport d'innovation ou de ressources variées et partagées. Les projets **Bio-Plateaux**, ou **CARIBSAN** sont exemplaires à plus d'un titre. Ils combinent les ressources de compétences et d'expertise, aux capacités d'animation de réseaux et de gestion de l'information de l'OiEau.

Le projet **CARIBSAN** vise à promouvoir le procédé des Filtres Plantés de Végétaux (FPV) pour le traitement des eaux usées sur l'ensemble de la zone Caraïbienne. Financé par le programme INTERREG, l'Agence française de développement (AFD), les Offices de l'Eau de Martinique et de Guadeloupe, il comporte 3 axes principaux :

- Le déploiement de la technologie à travers l'identification de sites d'implantation, d'études techniques de construction de sites utilisant les FPV ;

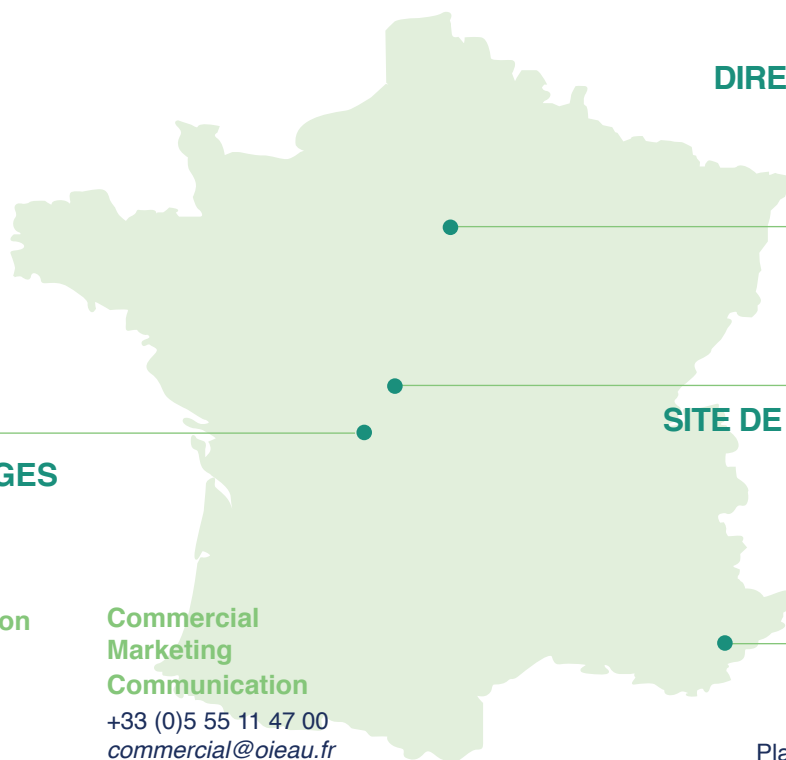
- La formation et le transfert de compétences auprès des organismes publics et privés
- La diffusion des résultats auprès de l'ensemble des acteurs de l'espace caribéen via le développement d'une plateforme en ligne consacrée aux retours d'expériences.

Multidisciplinaire, **CARIBSAN** est opéré par l'OiEau, l'INRAE, les acteurs de l'eau et de l'assainissement de Sainte Lucie (WASCO), de la Dominique (DOWASCO) et de Cuba (INRH) et bien sûr les Offices de l'Eau de Guadeloupe et Martinique.

Le projet pour l'Articulation Transfrontalière des Eaux et de la Biodiversité (**Bio-Plateaux - voir p. 53**) est financé par le Programme de Coopération Interreg Amazonie (PCIA) sous la coordination de la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG). Il est soutenu par la Direction Générale des Territoires et de la Mer (DGTM), l'Office de l'Eau de Guyane ainsi que le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES). L'objectif est de développer les partages d'informations sur l'eau et la biodiversité des milieux aquatiques entre la Guyane et ses voisins du Brésil et du Suriname.

L'OiEau en est l'initiateur et le leader de la mise en œuvre avec trois partenaires : l'Office de l'Eau de Guyane, l'Université Anton de Kom du Suriname (AdeKUS), l'Agence de développement économique de l'Amapa (Agência Amapá) au Brésil. L'organisation d'une conférence internationale de haut niveau à Cayenne en 2019 a permis la constitution pérenne d'un groupe de travail transfrontalier et a engagé le rapprochement concret entre les acteurs du territoire pour renforcer les partages d'informations et œuvrer pour la création future d'un observatoire transfrontalier de l'eau et de la biodiversité aquatique.





DIRECTION GÉNÉRALE

21 rue de Madrid
75008 Paris
+ 33 (0)1 44 90 88 60
dg@oieau.fr

SITE DE LIMOGES

22 rue Edouard
Chamberland
87100 Limoges

Centre de formation

+33 (0)5 55 11 47 70
formation@oieau.fr

Valorisation des connaissances Systèmes d'Information sur l'Eau

+33 (0)5 55 11 47 80
systemeinformation@oieau.fr

Commercial Marketing Communication

+33 (0)5 55 11 47 00
commercial@oieau.fr

Secrétariat Général

+33 (0)5 5 55 11 47 70
secretariat.general@oieau.fr

SITE DE LA SOUTERRAINE

9 boulevard Belmont
23300 La Souterraine

Centre de formation

+33 (0)5 55 63 17 74
formation@oieau.fr

SITE DE SOPHIA ANTIPOLIS

Place Sophie Laffitte - BP 75
06902 Sophia Antipolis Cedex

Appui institutionnel et technique

Coopération
+ 33 (0)4 92 94 58 00
appuicoope@oieau.fr



www.oieau.org

Editeur de la publication : Office International de l'Eau,
21 rue de Madrid - 75008 Paris
Directeur de la publication : Eric TARDIEU
Rédactrice en chef : Sabine BENJAMIN
Coordination éditoriale : Didier DELAGE
Traduction : Agence A.D.T. International & Didier DELAGE

**L'OiEau remercie chaleureusement son équipe et
ses partenaires qui ont participé à la réalisation
de ce support.**

Création maquette : Agence Limite
Intégration des contenus : Marion BARIL
Imprimeur : GDS Imprimeurs - Limoges
Ne peut être vendu.
Publication annuelle - Juillet 2021